

le prolétaire

organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI: La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationnisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

N° 531

Déc. 2018 - Janv. 2019

56^e année - 1 € / 3 CHF /
£1,5 / 60 DA / 0,5 DT / 20
DH / 500 F CFA / 1,5 \$ CA

DANS CE NUMERO

- «Gilets Jaunes» en Belgique
- «Gilets Jaunes» ou drapeau rouge ?
- La main tendue de Lutte Ouvrière
- Brésil. La signification de l'élection de Bolsonaro
- Les élections en République Démocratique du Congo
- Californie: Dans les flammes de l'enfer capitaliste
- Belgique. Baromètre, paupérisme et lutte entre les classes
- Ford Blanquefort. Quand Le Maire félicite Poutou...

Allemagne 1918-1919: le tragique retard du parti

En novembre dernier la bourgeoisie a fêté bruyamment le centième anniversaire de la fin de la première guerre mondiale avec son hypocrisie habituelle. A Lyon par exemple, les cérémonies étaient intitulées: «Ensemble pour la paix» (quand les bourgeois veulent duper les prolétaires, ils mettent le mot ensemble). Et il était indiqué que ce serait, à travers une cérémonie militaire, des chorales d'enfants et des lâchers de colombes, «l'occasion d'offrir (...) un temps d'hommage et de recueillement, empreint de poésie et d'émotion». Canailles! Nous n'entendons pas célébrer la fin de la boucherie qui ne signait pas le début d'une paix durable mais préparait la suivante, d'autant plus ensemble avec les bourgeois et les hommes de main de l'impérialisme français! Les révolutionnaires prolétaires de l'époque ont combattu cette paix impérialiste qui se concrétisait dans un nouveau partage du monde. Nous voulons ici d'abord rappeler aux prolétaires la terrible leçon: comment leurs frères de classe d'outre-Rhin se sont alors

(Suite en page 12)

Du mouvement des Gilets Jaunes à la reprise de la lutte prolétarienne de classe

Né comme un mouvement de protestation contre la hausse des taxes sur le diesel, le mouvement des Gilets Jaunes a presque immédiatement pris une autre envergure pour devenir une protestation contre les taxes et impôts. Porté par la sympathie générale parmi de larges couches de la population et jouissant au départ d'un accueil bienveillant des médias, il s'est élargi rapidement à toute une série de revendications sociales comme la hausse des retraites.

Les affrontements avec les forces policières à Paris et dans de nombreuses villes et la radicalisation des revendications politiques du mouvement, dont la démission de Macron était le point central, ont entraîné un changement d'attitude des médias mais aussi des forces politiques de l'opposition: toutes, de la droite à la gauche, avaient affirmé le soutenir (de Wauquiez revêtant un gilet jaune à Hollande encourageant les Gilets Jaunes à continuer leur

action, sans parler de Mélenchon ou de Le Pen). Tout en déclarant «comprendre la colère» des Gilets Jaunes (comme le gouvernement!) les partis et politiciens divers ont prudemment fait marche arrière, tandis que les médias se mettaient à diffuser la propagande gouvernementale contre les «casseurs» et en soutien à la police.

LES POMPIERS SYNDICAUX À LA RESCOUSSE

Cela n'a pas suffi à arrêter la mobilisation et le gouvernement a même fait appel à un certain moment aux syndicats que, depuis son entrée en fonction, il avait laissé sur la touche: le 5 décembre Macron demandait «aux forces politiques, aux forces syndicales, au patronat, de lancer un appel clair et explicite au calme et au respect du cadre

(Suite en page 2)

Le capitalisme mondial de crise en crise (fin)

Le mois de décembre a été marqué par une baisse notable des indices boursiers (1); il a mis fin à une longue période de hausse au cours de laquelle les marchés financiers ont battu records sur records. Aussitôt les économistes et les médias ont recommencé à évoquer avec inquiétude le spectre d'un retour de la crise économique. Des analystes financiers ont appelé à se méfier de la volatilité des cours boursiers et ont conseillé la prudence dans les investissements à la bourse.

Nul doute pourtant qu'un rebond des indices fera rapidement disparaître ces inquiétudes: dès que se présente une possibilité de gain pour les capitalistes, les appels à la prudence s'éva-

nouissent.

Ces variations des cours de Bourse sont en partie la conséquence du ralentissement de l'économie mondiale, et en partie d'un relèvement des taux d'intérêts. Pour répondre à la crise de 2008, arrêter la dégringolade économique, les grandes Banques centrales qui régissent la politique monétaire des principaux pays et qui régulent le marché international des capitaux (Fed américaine, BCE européenne, Banque d'Angleterre, Banque du Japon...), ont fait baisser les taux d'intérêt à une valeur proche de zéro.

Comme cela ne suffisait pas elles

(Suite en page 8)

Du mouvement des Gilets Jaunes à la reprise de la lutte prolétarienne de classe

(Suite de la page 1)

républicain» et Grivaux, le porte-parole du gouvernement, ajoutait que «*le moment que nous vivons n'est plus à l'opposition politique mais à la République*». Face au danger social, tous les partis syndicaux bourgeois doivent faire bloc! Répondant illico à cet appel à la défense de l'ordre établi, la CGT, la CFDT, FO, la FSU, l'UNSA, la CGC et la CFTC se réunissaient et rédigeaient un communiqué condamnant «*toutes formes de violence dans l'expression des revendications*»; et les organisations syndicales se félicitaient que le gouvernement ait «*ouvert les portes du dialogue*» (1).

Le 7 décembre, après une réunion avec Elisabeth Borne, la ministre des Transports et de l'écologie, la CGT et FO annulaient la grève illimitée des chauffeurs routiers qui devait commencer le lundi suivant; et le 10 décembre la CFDT et FO étaient reçues par le gouvernement, la CGT s'abstenant au dernier moment d'y aller pour conserver auprès de ses adhérents de base une apparence d'indépendance.

En fait si le gouvernement avait ouvert les portes aux représentants syndicaux, il déchaînait la brutalité policière et la répression contre les manifestants Gilets Jaunes: mobilisation de dizaines de milliers de policiers et de gendarmes (et même des gendarmes à cheval!), utilisation de toute une variété d'armes: divers types de grenades, quantité sans précédent de gaz lacrymogènes, flashballs, canons à eau, etc, et même fichage des Gilets Jaunes hospitalisés en utilisant une mesure promulguée dans le cadre de la lutte anti-terroriste!

On recensait parmi les victimes des services de police et de gendarmerie lors des manifestations de novembre et de décembre; environ 1700 blessés dont 82 graves (yeux crevés, mains arrachées, etc.) et une vieille dame tuée par une grenade (sans compter la dizaine de morts lors d'accidents sur les barrages). Selon le Ministère de la Justice plus de 5300 «gardes à vue» avaient eu lieu, de plus en plus souvent dans le cadre d'arrestations préventives, et des centaines de condamnation à des peines de prison ont été prononcées. L'attentat de Strasbourg a fourni le prétexte au gouvernement, enhardi également par la décre de mouvement, pour démanteler la plupart des barrages et inciter les tribunaux à

faire preuve de fermeté à l'égard des manifestants arrêtés.

CRISE POLITIQUE

Le mouvement des Gilets Jaunes a provoqué les premières véritables difficultés du gouvernement Macron. Sans doute n'est-ce pas la première fois qu'un mouvement de ce genre pose problème à un gouvernement: il suffit de se rappeler comment les «Bonnets Rouges» de Bretagne avaient contraint en 2013 le gouvernement Hollande à une humiliante et coûteuse reculade, après de violentes manifestations et une mobilisation massive. Initié par des sociétés de transport opposées à l'«écotaxe», auxquels s'étaient joints les exploitants agricoles de la FNSEA, ce mouvement avait entraîné derrière lui des ouvriers d'abattoirs en difficulté menés par FO, dans une orientation régionaliste clairement bourgeoise.

Cependant le mouvement des Gilets Jaunes se distingue de celui des Bonnets Rouges par le fait qu'il n'a jamais été dirigé par des organisations patronales. Il s'est développé et étendu en dehors d'organisations professionnelles ou politiques; même si des forces politiques de droite ou d'extrême droite ont contribué à sa naissance ou ont cherché à l'influencer, elles ont été vite marginalisées par son hostilité envers les partis et les syndicats en général.

Par la suite, son extension pratiquement d'emblée nationale, sa capacité à résister non seulement à la propagande des médias, à la répression, mais aussi aux promesses gouvernementales et aux manoeuvres de division visant à faire émerger un courant prêt au compromis avec les autorités, ont débouché une véritable crise politique. Le gouvernement qui se vantait de continuer quoi qu'il arrive sa politique dite de «réformes», en fait ses attaques antisociales, a été obligé d'abandonner la taxe prévue sur le diesel, et Macron a annoncé une série de mesures en faveur des plus pauvres.

Ce qui a motivé ce recul, c'est moins le mouvement en lui-même, que la crainte qu'il finisse par encourager les prolétaires à entrer en lutte sur leur propre terrain, le seul terrain mortel pour les bourgeois, celui de la lutte de classe contre l'exploitation capitaliste.

Centré sur les revendications anti-taxes, le mouvement des Gilets Jaunes

est de nature *petite-bourgeoise* – comme le démontre le fait que jamais les patrons ni le système capitaliste ne sont pris pour cible de ses critiques. A l'instar de tous les mouvements petits bourgeois, si divers soient-ils, il se prétend au-dessus des classes, assurant défendre les intérêts de «tous les citoyens». Comme il affirme représenter «le peuple», «la nation», dans leur ensemble, il est bien naturel qu'il ait adopté comme emblèmes le drapeau français et la Mar-seillaise et qu'il utilise toute une imagerie renvoyant à la révolution bourgeoise de 1789.

Cet *interclassisme* signifie aussi que des prolétaires y participent. Ils se reconnaissent non seulement dans l'hostilité au gouvernement, mais surtout dans des revendications comme la hausse des pensions, des minima sociaux et du SMIC (hausse du SMIC d'ailleurs combattue par les petits patrons Gilets Jaunes). La persistance du mouvement s'explique par son enracinement social, par la participation de nombreux prolétaires qui n'ont rien à perdre, et la sympathie qu'il rencontre auprès de larges couches exploitées, alors que les petits patrons et les catégories petites bourgeoises supérieures s'en détournent peu à peu. Cela signifie-t-il que le mouvement pourrait changer de nature et devenir prolétarien? Pour cela il faudrait qu'existe une force de classe assez puissante et organisée pour arracher les prolétaires à l'influence petite bourgeoise – ce qui est tout sauf le cas!

Mais le risque de contagion au prolétariat des usines et des grandes entreprises, en dépit du contrôle syndical, a néanmoins été jugé suffisamment grave pour décider le gouvernement à faire des concessions pour éteindre l'incendie.

Il n'y a pas de doute que nombre des mesures annoncées sont de la poudre aux yeux, comme l'augmentation du smic qui en réalité est une simple prime versée à seulement une partie des travailleurs:(le gouvernement ne voulait surtout pas relever le taux horaire pour ne pas gêner les patrons); et que d'autres, comme l'organisation d'un «grand débat national» relèvent de la diversion.

Mais malgré tout, ces mesures – dont le coût est chiffré de 8 à 10 milliards d'euros en dépenses et en pertes de rentrées fiscales – se traduiraient par une hausse du déficit du budget. Ce qui représenterait un affaiblissement politique de l'impérialisme français en Europe au moment où il veut apparaître comme une force dirigeante.

Mais le souci principal des cercles bourgeois dirigeants n'est pas là: ils appréhendent que soit compromise la pour-

suite des attaques capitalistes qui ont été menées pour l'instant sans désespérer par le gouvernement.

Aussi, tout en repoussant les sujets les plus immédiatement brûlants, comme celui des retraites, le gouvernement a symboliquement réaffirmé sa détermination à garder le cap en publiant en fin d'année un décret durcissant les sanctions contre les chômeurs qui refuseraient une offre d'emploi ou rateraient un rendez-vous à Pôle-Emploi – alors même que des négociations sont toujours en cours sur une réforme de l'assurance-chômage. Et, lors d'une visite officielle en Allemagne, le premier ministre a affirmé devant plusieurs centaines de patrons qu'il voulait «*frapper vite, frapper fort, agir de manière profonde*». De son côté, le 11 janvier, à la veille de la neuvième journée de manifestation des Gilets Jaunes, Macron n'a pas hésité à attribuer ce mouvement à un «*refus de l'effort*»: pour les bourgeois en général et les banquiers en particulier les pauvres et les prolétaires ne font jamais assez d'efforts!

Il serait erroné de hausser les épaules devant ces coups de menton; ce qui s'exprime là c'est bien la détermination des capitalistes français, dont les taux de profit restent trop faibles par rapport à ceux des concurrents, à accroître toujours davantage l'exploitation des prolétaires – peut-être en accordant s'il le faut un répit aux couches petites bourgeoises.

OÙ VONT LES GILETS JAUNES?

Les manifestations de «l'acte 9» (12 janvier) ont montré un regain de la mobilisation (près de cent mille manifestants, selon les chiffres donnés par France Info), tandis que les enquêtes d'opinion attestent d'une approbation toujours très importante parmi les ouvriers et les employés. Mais les doutes et les divergences sur la suite à donner se manifestent davantage au sein du mouvement; certains leaders en perte de vitesse veulent constituer un parti politique ou participer en tout cas aux prochaines échéances électorales, alors que d'autres, tout en continuant à appeler à la mobilisation, se disent prêts à négocier avec Macron dont ils demandaient auparavant la démission. Dans certains endroits comme à Toulouse des assemblées de Gilets Jaunes ont fait appel aux syndicats. Se tourner vers les pompiers sociaux qui ont démontré et démontrent tous les jours leur attachement au statu quo est une preuve supplémentaire que le mouvement n'a rien de révolutionnaire comme se l'imaginent certains exaltés.

LE MIRAGE DU RIC

Cela est également démontré s'il le fallait par ce qui est devenu la revendication centrale des Gilets Jaunes: le référendum d'initiative citoyenne (RIC). Ce type de consultation qui existe en Suisse a toujours été un rêve pour les démocrates en France; sa revendication s'est répandue comme une traînée de poudre parmi les Gilets Jaunes, malgré les nombreuses expériences qui ont démontré qu'il s'agissait d'une farce, au même titre que les autres mécanismes électoraux de la démocratie bourgeoise. Il suffit de rappeler que malgré un «non» retentissant au référendum sur le traité de Maastricht, celui-ci a été ratifié par le parlement. A son époque, De Gaulle était un spécialiste du référendum: mais lorsqu'il avait essayé d'arrêter le mouvement de grève en mai 68 avec un référendum, la poursuite des manifestations et des grèves avait fait misérablement capoter sa tentative.

Mais, selon ses partisans, le RIC serait décidé à l'initiative des citoyens de base, ce qui empêcherait les manipulations par les politiciens vendus. En cela ils ne font que montrer leurs illusions démocratiques – illusions inhérentes à tout mouvement interclassiste, qui s' imagine défendre les intérêts de «tous les français» et qui entend seulement réformer la société du capital, non la détruire ni même la combattre.

LA CRITIQUE MARXISTE DE LA DÉMOCRATIE

La critique marxiste de la démocratie n'est pas basée sur les manoeuvres et les manipulations du pouvoir, mais sur la dénonciation du **mensonge démocratique** et de l'idéologie «citoyenne». Selon ce mensonge et cette idéologie, tous les individus seraient égaux (en droit) et capables, dans un régime démocratique, de déterminer la politique de l'Etat en exprimant leur opinion par un vote.

En réalité, comme chacun sait, les individus ne sont pas égaux; il y a des exploités, qui ne possèdent rien, et une minorité d'exploiteurs qui possèdent

tout (ou presque). Ces exploités constituent la classe dominante, qui s'appuie sur un appareil d'Etat constitué pour défendre cette inégalité en défendant le mode de production capitaliste. La classe dominante qui possède tous les moyens de production, possède aussi les moyens de production des «idées» (médias, école, institutions religieuses et étatiques, partis politiques, etc.); comme disait Marx, en temps normal les idées dominantes sont les idées de la classe dominante. Cela explique que les exploités votent «naturellement» pour des bourgeois, pour leurs patrons, etc.

Les choses changent quand les luttes de classe affaiblissent la domination de la classe bourgeoise sur la société; alors au moins une partie des prolétaires, une avant-garde, peut se libérer des idées dominantes – la majorité ne pourra le faire qu'**après** le renversement de la classe dominante et la fin de l'abrutissement par les institutions bourgeoises. Comme disait aussi Marx, la révolution est nécessaire y compris pour émanciper le cerveau des prolétaires et des masses. Mais si en théorie on peut imaginer que dans une situation d'affaiblissement de la domination bourgeoise, les élections puissent aboutir à des résultats contraires à ce qu'elle veut, il reste le fait que même dans le plus démocratique des régimes démocratiques, ce n'est pas le bulletin de vote qui détermine la politique de l'Etat, mais le fait que cet Etat est l'organe de la domination bourgeoise; et qu'il est en particulier sous la dépendance des groupes capitalistes les plus puissants (parfois contre d'autres groupes capitalistes plus faibles).

Qui peut croire que si un RIC tranquillement organisé donnait un résultat opposé aux intérêts des bourgeois, ceux-ci s'inclineraient gentiment? Seuls peuvent le croire les petits bourgeois qui refusent de voir la division de la société en classes antagoniques et qui s'imaginent que l'Etat, avec sa police, ses juges, etc., peut être au service de tous les «citoyens».

Les marxistes n'opposent pas une

(Suite en page 4)



Gilets Jaunes ...

(Suite de la page 3)

«vraie» démocratie qu'elle soit «de base», «directe», «participative», ou maintenant «des ronds-points», à une fausse, mais la **lutte de classe** contre les capitalistes, leur Etats et leur système économique, à la **démocratie en général**.

UNE SEULE PERSPECTIVE: LA REPRISE DE LA LUTTE DE CLASSE ANTICAPITALISTE

La lutte de classe, poussée jusqu'au bout, jusqu'à la prise révolutionnaire du pouvoir, est le seul moyen pour les prolétaires de s'émanciper, en mettant fin au capitalisme. Mais c'est aussi le seul moyen pour les couches petites bourgeoises de combattre avec succès le capitalisme qui les broie. Le *Manifeste du Parti Communiste* expliquait que les classes moyennes peuvent devenir révolutionnaires dans la mesure où elles abandonnent leur point de vue de classe pour adhérer à celui du prolétariat (2).

La croyance que des «actes» à répétition finiront par obtenir de l'Etat bourgeois un changement radical en faveur des exploités, est une illusion complète. Il n'y a pas d'autre solution que la reprise de la lutte prolétarienne de classe, de la lutte révolutionnaire contre le capitalisme et l'Etat bourgeois. S'engager dans la lutte de classe signifie rompre dans les faits avec le mensonge démocratique de l'égalité de tous les «citoyens». Les «citoyens» comme le «peuple» sont divisés en classes aux intérêts opposés; c'est la lutte au sein des citoyens, au sein du peuple, et l'organisation indépendante de classe qui est la seule voie de l'émancipation. Par contre, l'unité démocratique des citoyens et du peuple signifie pour les prolétaires renoncer à défendre leurs intérêts propres, donc rester éternellement dominés et exploités.

L'objectif doit être le renversement, la **destruction**, de l'Etat bourgeois et son remplacement par l'Etat de la dictature du prolétariat qui sera un «demi-Etat» comme disait Engels, parce qu'il ne reposera pas principalement sur une bureaucratie, mais sur la participation des masses les plus larges aux «affaires publiques»; et non pas sa démocratisation, comme le veulent les démocrates petits bourgeois. Démocrate ou dictatorial, l'Etat bourgeois est toujours au service du capitalisme contre le prolétariat et les masses exploitées.

Cet objectif ne peut pas être immédiat, mais c'est le seul réaliste. En tant que tel, le mouvement des Gilets Jaunes

ne peut constituer une étape vers cette alternative. Mais la détermination et la ténacité dont il fait preuve et qui sont largement dues à la présence de prolétaires en son sein, doivent servir d'exemple pour les futures luttes ouvrières (3). L'aggravation des tensions sociales dont l'apparition des Gilets Jaunes est la démonstration, se traduira tôt ou tard mais inévitablement par de nouvelles luttes prolétariennes.

Si au cours de celles-ci une minorité au moins des prolétaires trouve la force de se libérer de la tutelle paralysante des syndicats et autres organisations collaborationnistes pour mener les luttes sur des positions de classe, alors ils auront fait un premier pas significatif vers leur émancipation, et celle de tous les opprimés, du maudit système capitaliste.

(1) Présent à la réunion de l'intersyndicale, Solidaires (Sud) a refusé de signer, estimant que ce communiqué était «hors sol». En réalité il n'est pas du tout hors sol; il correspond très exactement au rôle de conservation sociale et de sabotage des luttes des appareils syndicaux collaborationnistes, et en particulier de l'intersyndicale dont fait par-

tie Solidaire, comme l'a encore démontré la défaite **organisée** de la lutte des cheminots l'année dernière.

(2) «Les classes moyennes, petits fabricants, détaillants, artisans, paysans, tous combattent la bourgeoisie parce qu'elle est une menace pour leur existence en tant que classes moyennes. Elles ne sont donc pas révolutionnaires, mais conservatrices; bien plus, elles sont réactionnaires: elles cherchent à faire tourner à l'envers la roue de l'histoire. Si elles sont révolutionnaires, c'est en considération de leur passage imminent au prolétariat: elles défendent alors leurs intérêts futurs et non leurs intérêts actuels; elles abandonnent leur propre point de vue pour se placer à celui du prolétariat» cf *Le Manifeste*, ch. 1, «Bourgeois et prolétaires».

(3) *Le Monde* des 13-14/1/19 cite un professeur qui écrit cyniquement à propos des Gilets Jaunes: «Un des éléments de force des personnes mobilisées (...) c'est que contrairement à des militants syndicaux habitués à la défaite et à la résignation elles acceptent moins facilement de rentrer chez elles». Cette habitude de la défaite et de la résignation, c'est l'oeuvre du syndicalisme de collaboration de classe.

«Gilets Jaunes» ou drapeau rouge ? Contre le capitalisme, seule la lutte prolétarienne de classe peut être victorieuse

Après plusieurs semaines, le mouvement de contestation des Gilets Jaunes est arrivé à un tournant lors des manifestations du premier décembre: des affrontements importants ont eu lieu non seulement à Paris mais dans des dizaines de villes plus ou moins grandes, parfois très petites. En dépit du battage du gouvernement et des médias contre les «violences» et les supposés «casseurs professionnels», le mouvement des Gilets Jaunes n'a pas reflué. Si le nombre des manifestants sur les barrages routiers est limité, ces barrages restent présents sur une bonne partie du territoire, impactant, à en croire les gémissements des autorités, la bonne marche de l'économie. Les tentatives de diviser le mouvement en trouvant des interlocuteurs «modérés» et «raisonnables» en son sein ont échoué lamentablement; en outre les Gilets Jaunes continuent à recueillir la sympathie d'une bonne partie de la population laborieuse qui se reconnaît dans les protestations contre la vie chère, au-delà des revendications particulières avancées par certains Gilets Jaunes. Finalement le gouvernement a été contraint d'annoncer publiquement le retrait (d'abord pudiquement appelé «moratoire») de diverses mesures comme la hausse prévue des taxes sur le diesel.

LES GILETS JAUNES ONT DÉMONTRÉ QUE LA LUTTE OUVERTE PAYE !

Face à un mouvement de contestation relativement massif mais surtout résolu, qui n'hésite pas à violer la légalité bourgeoise (bloquer des routes est selon la loi passible de prisons, de même que manifester sans déclaration préalable à la préfecture est interdit), qui n'hé-

site pas à répondre par la violence à la violence policière, le gouvernement a jugé qu'il n'avait d'autre choix que de reculer, contrairement à ses déclarations initiales de fermeté. Les pressions (entre autres des syndicats de policiers) en faveur de l'établissement de l'état d'urgence n'ont pas été suivies: cela serait revenu à jeter de l'huile sur le feu avec un risque d'embrasement alors même qu'il aurait été difficile de le faire res-

Drapeau rouge ?

pecter cet état d'urgence.

Mais le gouvernement a aussi agi sous la crainte d'une contagion de la lutte à d'autres secteurs de la population, à d'autres couches petites bourgeoises comme les entrepreneurs du bâtiment, mais surtout au **prolétariat**. Les prolétaires ont eu la démonstration concrète que des mobilisations plus massives que celles des Gilets Jaunes, mais qui restent dans le cadre légaliste et pacifiste de la « concertation sociale » imposé par les organisations syndicales, débouchent toujours sur des défaites. Lutter en **brisant la paix sociale**, tel est l'enseignement que redoutent les bourgeois comme tous les pompiers sociaux que sont les syndicats collaborationnistes et les partis dits « de gauche ». Il leur faut donc essayer d'arrêter le mouvement au plus vite, avant que le risque de contagion ne se concrétise.

**MAIS CONTRE LE
CAPITALISME, SEULE LA
LUTTE DE CLASSE
PROLÉTARIENNE PEUT ÊTRE
VICTORIEUSE !**

Malgré les reculs gouvernementaux, la contagion se manifeste cependant, au niveau des lycéens qui ont bloqué de nombreux établissements et manifesté, essayant parfois une répression brutale. De leur côté les Gilets Jaunes maintiennent leur mobilisation et appellent à une nouvelle journée d'action pour le 8 décembre, en se moquant des tentatives d'intimidation gouvernementales. Plus ou moins ouvertement et plus ou moins franchement, ils sont soutenus, (malgré la dénonciation rituelle de la violence) par quasiment l'ensemble des syndicats et les partis d'opposition, d'extrême droite, de droite, de gauche et d'extrême gauche.

Les partis et groupes qui se proclament « révolutionnaires » veulent voir dans ce mouvement un substitut à la lutte prolétarienne ou un mouvement qui serait sur le point de prendre une nature prolétarienne de classe.

Il n'en est rien ! La présence indéniable de prolétaires dans le mouvement ne change pas sa nature **interclassiste**, politiquement **petite bourgeoise**, dont l'expression la plus flagrante se voit dans la présence de plus en plus importante du drapeau tricolore sur les barrages. L'insistance, dans une petite partie du mouvement, sur la « démocratie directe » et les appels à la création de « comités populaires », etc. ne sont qu'une autre expression typique de cette nature petite bourgeoise : les prolétaires

n'ont pas besoin de la « démocratie » au sein du magma interclassiste qu'est le « peuple », car cela signifie renoncer à leurs intérêts propres; ils ont besoin au contraire de lutter pour conquérir leur **indépendance de classe** par rapport à toutes les autres couches et classes. Ce n'est qu'en s'organisant et en luttant sur des bases de classe qu'ils peuvent exprimer leur force.

Les Gilets Jaunes peuvent bloquer des carrefours et gêner ainsi la circulation des marchandises ; ils peuvent rêver à la démission du gouvernement, à la dissolution du parlement – c'est-à-dire à de nouvelles élections dans le cadre, peut-être rénové mais toujours dominant, du système bourgeois.

Seuls les prolétaires peuvent bloquer toute la production, en faisant grève ; seuls ils ont la puissance potentielle non seulement de gêner le capitalisme, mais de l'**abattre**. Et en entrant en lutte pour leurs propres intérêts de classe ils auront également la force de regrouper autour d'eux, **contre le capitalisme**, les masses exploitées qui se mobilisent aujourd'hui contre Macron, qui n'est que l'un des représentants interchangeables de ce système.

Le gouvernement a lâché du lest, il

pourra en lâcher encore. Mais les exigences du capitalisme dont il est le fidèle exécuteur, l'obligeront à trouver ailleurs les milliards auxquels il renonce à travers l'annulation de ces taxes, et ce ne sont pas les « gros » qui seront mis à contribution. S'il attend un peu avant de lancer sa « réforme » prévue des retraites, ce n'est que temporairement. Quelles que soient les concessions qu'il va faire aux Gilets Jaunes – principalement à la composante de ceux-ci constituée par les petits patrons – il les fera payer en définitive aux prolétaires. Ceux-ci n'auront d'autre choix que de répondre, eux aussi, par la lutte ouverte et générale.

Et alors leur lutte sous les plis du drapeau rouge, du drapeau de la révolution sociale internationale, même si cette perspective n'est pas immédiate, sera autrement plus puissante, radicale et invincible que celle des gilets jaunes.

**Pour l'organisation et la lutte
indépendantes de classe !**

**Pour la reprise de la lutte
anticapitaliste !**

**Pour la révolution communiste
mondiale !**

6 décembre 2018

« Gilets Jaunes » en Belgique: L'interclassisme est contraire aux intérêts des prolétaires

Les appels aux manifestations et « blocages » du 17 novembre contre la hausse des prix du carburant et les futures taxes sur le diesel annoncées par le gouvernement français, ont rapidement rencontré une forte audience parmi la population qui est obligée de se servir de son véhicule dans la vie de tous les jours.

Le mouvement ne s'est pas limité à la France mais il a touché aussi la Belgique. Il y a eu des affrontements avec la police sur un site pétrolier de Total à Feluy. Des débordements ont eu lieu à Charleroi et en région liégeoise. Quelques blocages de zonings industriels.

Le succès du mouvement a été sans aucun doute facilité par une couverture médiatique bienveillante (à la différence de ce qui se passe lors des mouvements ouvriers) ; il a été aussi facilité par le fait qu'il se présente comme étant issu de la base et l'expression du mécontentement de tous les « gens normaux », en dehors des partis et syndicats.

Cette mobilisation a suscité et suscite un écho indéniable parmi les prolétaires dont certains ont participé aux actions, y trouvant le moyen de manifester

leur colère d'une façon plus immédiatement démonstrative et efficace qu'avec les sages manifestations et mouvements dirigés et contrôlés de bout en bout par les syndicats – qui débouchent régulièrement sur la défaite.

Mais ce n'est pas par hasard si le mouvement des Gilets Jaunes a été relayé et soutenu par les partis d'extrême droite (notamment à Courcelles, Libramont ou Philippeville-Couvin), Nation et Agir (ex FNB), bien qu'au final la présence de ces partis soit marginale sur le terrain.

Mouvement parti sur une revendication touchant « tout le monde », il affirme être l'expression du « peuple », en dehors non seulement des partis et syndicats, mais aussi au-dessus des classes. C'est pourquoi il n'est pas rare de voir le drapeau national flotter sur les barrages ou de voir ceux-ci appeler la police à les rejoindre.

Un tel mouvement de contestation interclassiste, initié au départ par de petits patrons, ne suscite pas l'hostilité des médias et il attire inévitablement

(Suite en page 6)

« Gilets Jaunes » en Belgique

(Suite de la page 5)

les forces de la droite extrême ; même quand il manifeste une opposition virulente à la politique gouvernementale et aux grandes entreprises capitalistes (trusts pétroliers, etc.), il ne peut avoir qu'une orientation bourgeoise. Les prolétaires qui participent au mouvement ne le font qu'à titre individuel ; n'étant pas organisés sur une base indépendante, ils ne peuvent défendre leurs intérêts spécifiques d'exploités – c'est-à-dire contre l'exploitation capitaliste : ils se retrouvent noyés dans une lutte commune avec des petits patrons, commerçants, artisans, libéraux, etc., qui eux, évidemment, défendent mordicus le capitalisme !

La plupart du temps, comme on pouvait s'y attendre les organisations syndicales collaborationnistes ont réagi face au mouvement en défenseurs zélés de l'ordre établi. Elles ont condamné les Gilets Jaunes, non pas au nom de l'indépendance de classe (!), mais parce qu'ils ne respectent pas les bonnes manières de la collaboration des classes.

Sur les réseaux sociaux, JF Tamellini, secrétaire fédéral du syndicat FGTB, a, lui, une illumination soudaine: «en visant des points stratégiques de l'économie, les gilets jaunes nous montrent qu'on peut faire mal au gouvernement et au grand patronat »...

Tous mettent soigneusement de côté le point central pour la défense des intérêts prolétariens: l'indépendance de classe.

POUR BLOQUER LE CAPITALISME : LA LUTTE INDÉPENDANTE DE CLASSE !

Une lutte interclassiste, où les prolétaires sont inévitablement soumis aux intérêts d'autres classes, peut bien obtenir des succès ; elle peut bien réussir des milliers de blocages ponctuels, elle ne réussira jamais à bloquer le capitalisme. Seule la lutte indépendante de classe, la lutte pour les intérêts de classe des prolétaires peut y arriver ; en effet ce sont les prolétaires qui ont seuls la force potentielle de faire échec au capitalisme car celui-ci ne vit que de leur exploitation. Lutter contre cette exploitation, c'est lutter contre le capitalisme, y mettre fin, c'est mettre fin au capitalisme !

En se mettant en lutte sur cette base, y compris pour des combats d'abord inévitablement partiels et limités, les prolétaires ont la capacité de faire reculer les capitalistes et leur Etat. Pour cela ils ne doivent pas se laisser noyer dans des

rassemblements interclassistes où se dilue leur force de classe. Il leur faut s'organiser sur des bases classistes pour les luttes de résistance quotidienne contre les attaques patronales, luttes pas seulement contre les taxes et impôts, mais spécifiquement pour la défense de leur salaire et de leurs conditions de vie et de travail ; il leur faut aussi s'organiser sur le plan politique pour la lutte plus générale, anticapitaliste et révolutionnaire. Face aux petits bourgeois qui se vantent de refuser toute organisation de parti ou de syndicat, ils doivent se rappeler que, comme disait *Le Manifeste Communiste*, la lutte implique l'**organisation en classe donc en parti**.

Alors, quand s'enracinera cette organisation, il sera possible d'entraîner les couches petites bourgeoises, ou une partie d'entre elles, dans le combat contre le capitalisme, au lieu d'être entraîné à leur remorque vers une issue qui ne peut être qu'anti-prolétarienne (1).

L'ampleur du mouvement des Gilets Jaunes est un révélateur des tensions sociales à l'œuvre et elle annonce aussi les futures tempêtes sociales. Dans la période qui vient les prolétaires seront poussés à entrer en lutte pour réagir aux coups redoublés du capitalisme : il leur faudra le faire sur leurs propres bases et pour leur propre compte pour ne pas être encore une fois battus.

Pour la lutte et l'organisation indépendantes de classe !

Pour la reconstitution du parti de classe internationaliste et international !

Pour la reprise de la lutte révolutionnaire anticapitaliste !

21/11/2018

(1) Voir la collaboration des Gilets Jaunes avec la police pour arrêter des migrants lors d'un barrage dans la Somme, France, le 19/11.

La main tendue de Lutte Ouvrière

Lutte Ouvrière est un village Potemkine: une façade révolutionnaire orthodoxe en trompe-l'œil qui cache une orientation interclassiste, réformiste et donc anti-prolétarienne. Un article de son hebdomadaire «*Artisans commerçants: l'augmentation du SMIC contre les emplois?*» (1) témoigne une fois de plus de cette orientation à propos du mouvement des Gilets Jaunes. Nous avons déjà fait remarquer que LO avait été probablement la première organisation de la dite «extrême gauche» à rallier ce mouvement. Les articles de son hebdomadaire illustrent l'orientation interclassiste de cette organisation qui est à la base de son attitude.

LO AU CHEVET DES «PETITS» EXPLOITEURS...

Face à l'argument gouvernemental selon lequel une augmentation du SMIC, mettrait en difficulté les petites entreprises, LO reconnaît que les «petits» patrons «*peuvent avoir des difficultés de trésorerie*»; mais voulant cacher que ces artisans et petits patrons sont opposés à la hausse des salaires en général et du salaire minimum en particulier, c'est-à-dire voulant cacher l'antagonisme de classe entre eux et les prolétaires, elle dénonce «*ceux qui les étranglent (...) leurs banquiers, leurs fournisseurs, leurs donneurs d'ordre*».

Elle affirme ensuite que «*l'immense majorité des petites et très petites entreprises [est] donc entièrement dépendante de quelques centaines de groupes capitalistes, ceux du CAC 40 et quelques autres*» – ce qui n'est pas vrai: beaucoup de ces petites entreprises, par exemple dans le bâtiment, n'étant pas des sous-traitants sont complètement indépendants des géants du CAC. Mais pour LO il faut absolument qu'existe un rapport de dépendance de ces entreprises avec les grands groupes pour pouvoir affirmer qu'elles sont, elles aussi, exploitées par le grand patronat.

Les «petits patrons» se retrouvent ainsi assimilés de fait aux prolétaires qu'ils exploitent: «*C'est en exploitant les travailleurs, en augmentant les cadences, en supprimant des emplois, mais aussi en pressurant leurs sous-traitants, que ces groupes accumulent, année après année, des milliards de profits*». Dans les titres et les articles et de son journal et dans les discours de ces militants, ce n'est désormais plus que le «*grand patronat*» qui est accusé: il ne faudrait pas froisser le petit (et moyen) patronat...

Avec LO, exit l'exploitation des prolétaires! Exit la division de la société en classes! On en revient aux vieilles rengaines que l'on a longtemps entendues dans la propagande du PCF contre les «200 familles», les

Lutte Ouvrière ...

«trusts» et autres «monopoles». Le parti trotskiste les remet au goût du jour dans sa dénonciation le 21 /11 de la «dictature des grands groupes capitalistes et des banques» (2).

... ET DÉFEND UN FRONT UNI AVEC EUX

La conclusion logique est donc l'exaltation des fronts interclassistes en tous genres.

LO invite les «petits» patrons à «choisir ce camp [des travailleurs]» et à «se retourner» contre les «grands groupes». Dans l'article du 21/11 elle affirme que «les capitalistes réalisent leurs profits en exploitant les travailleurs mais, parallèlement, ils prélèvent aussi leur dîme sur d'autres catégories sociales: sous-traitants, travailleurs indépendants, artisans, paysans, petits patrons sont contraints d'accepter la dictature des grands groupes et de l'État à leur service et en subissent eux aussi les conséquences». Les petits patrons, les sous-traitants, etc. ne seraient ainsi pas des capitalistes, seuls les grands groupes le seraient! LO peut alors écrire que la lutte des prolétaires «aidera d'autres catégories sociales qui subissent toutes le contrecoup de l'appauvrissement des travailleurs».

C'est la vieille rengaine de tous les réformistes qui prétendent qu'il existe des intérêts communs entre les prolétaires et les petits (ou moyens) bourgeois, en se basant sur le fait indéniable que les prolétaires sont aussi des consommateurs, donc des clients des petits commerçants, des paysans, etc.

Mais ils sont aussi des clients des gros commerçants, des «Auchan, Michelin, Lactalis» et autres grandes entreprises capitalistes (industriels de l'automobile, etc.): cela voudrait-il dire qu'ils sont des intérêts communs avec eux?

Cette «main tendue» – pour reprendre l'expression du secrétaire général du PCF, Maurice Thorez, en 1936 – aux classes moyennes et à une fraction de la bourgeoisie ne peut qu'enchaîner les exploités à leurs exploités. C'était, c'est et ce sera toujours la politique des ennemis du prolétariat.

On nous rétorquera que dans une «intervention» sur les Gilets Jaunes à son Congrès de début décembre, LO s'est payé le luxe d'afficher une intransigeance classiste, écrivant: «c'est à la partie prolétarienne de ce mouvement que nous voulons d'abord nous adresser et proposer une politique, pas au mouvement dans son ensemble. Nous militons pour que les travailleurs en

gilets jaunes aient conscience de leurs intérêts de classe (...). Nous n'appelons pas, comme le NPA, à «fédérer les colères», nous visons à les séparer. Nous visons à séparer les dynamiques de classe représentées d'un côté par les travailleurs exploités, et de l'autre par les petits patrons.» (3). Le moins qu'on puisse dire c'est que c'est l'inverse qui apparaît à la lecture de leur journal!

Il s'agit là du double langage qui était typique du vieil opportunisme social-démocrate: des discours (ou des interventions) classistes et révolutionnaires de façade lors des congrès ou à la tribune des meetings du dimanche, et une pratique interclassiste et réformiste le reste du temps. LO depuis quelque temps s'est même laissé aller jusqu'à prononcer des – timides – critiques des directions syndicales. Mais en pratique elle a continué à coller aux initiatives syndicales de diversion comme la journée d'inaction pour l'augmentation des salaires.

D'ailleurs après ses vagues déclarations classistes, le texte reconnaît: «Nous discutons d'ailleurs aussi avec des artisans et des petits commerçants, y compris pour leur démontrer qu'augmenter les salaires n'est pas contraire à leurs intérêts, ce que certains sont tout à fait capables d'entendre».

Le Manifeste affirmait que les petits-bourgeois («petits fabricants, détaillants, artisans, paysans») étaient réactionnaires, et que si certains devenaient révolutionnaires, c'est dans la mesure où ils abandonnaient leurs intérêts de classe pour adopter ceux des prolétaires; LO, elle, prétend qu'ils peuvent parfaitement continuer à défendre leurs intérêts parce qu'ils ne seraient pas contradictoires avec ceux des prolétaires!

LO affirme donc vouloir proposer une politique à la partie prolétarienne du mouvement, mais quelle est cette politique, le texte n'en dit rien! La réponse, si on avait des doutes à son sujet, il faut la trouver dans les autres textes de ce Congrès: c'est... la préparation des élections européennes! Et bien sûr dans le cadre électoral toutes les voies sont bonnes à prendre, celles des prolétaires comme celles des petits patrons...

CLASSE CONTRE CLASSE !

Face à la mobilisation interclassiste des Gilets Jaunes comme face à tous ceux qui sous un masque «révolutionnaire» se font les vecteurs du réformisme dans les couches prolétariennes qui cherchent à rompre, même timidement, avec le collaborationnisme, face à ceux qui malgré leur étiquette révolutionnaire sont les agents des appareils qui défendent la paix sociale et l'ordre établi,

le prolétariat devra retrouver le chemin de la lutte anti-capitaliste et renouer avec les méthodes et les revendications de classe.

Cela ne peut que commencer par se battre au quotidien contre tous les patrons, grands ou petits, et non chercher des alliances avec une partie d'entre eux, avec un principe de base: Salaire contre profit! Classe contre classe! Exploités contre exploités!

(1) «Artisans commerçants: l'augmentation du SMIC contre les emplois?», *Lutte Ouvrière* n°2628, 12/12/2018

(2) «Les travailleurs et leurs revendications», *Lutte Ouvrière* n°2625, 22/11/2018/

(3) «Les révolutionnaires et le mouvement des Gilets Jaunes», *Lutte de classe* n°196, décembre 2018 -janvier 2019.

Notre site Internet :

www.pcint.org

Adresse e-mail :

leproletaire@pcint.org

« Il Comunista » Nr.156 - Novembre 2018 Nell'interno

- L'Italia e i suoi disastri idrogeologici. Cause fisiche? NO! solo cause sociali!
- L'assassinio di Khashoggi e i crimini dell'imperialismo
- Brasile. Elezione di Bolsonaro
- Gli effetti prolungati della crisi capitalistica spingono i proletari più combattivi ad organizzarsi spontaneamente sul terreno dell'antagonismo di classe, cioè del contrasto di interessi tra proletari e borghesi
- Il capitalismo mondiale di crisi in crisi (3)
- Un giorno di luglio, su "la Repubblica" (2)
- Venezuela. Contro la catastrofe capitalista
- Catalonia, frangiflutti della Spagna
- Bolletino d'informazione sulla situazione della classe lavoratrice in Algeria
- Giornata mondiale contro i disastri ambientali
- Alcuni estratti dai volantini e prese di posizione degli organismi proletari che hanno partecipato all'assemblea pubblica indetta per il 28 settembre 2018 a Palazzo Corigliano, Napoli
- Operai morti per amianto? Come se non esistessero...
- La manifestazione contro gli sfratti, il 10 ottobre a Napoli
- Le manifestazioni del 26 e 27 ottobre
- Un ulteriore Comitato di lotta di Napoli
- Peter

Giornale bimestrale - Una copia 1,5 €, 5 CHF, £ 1,5 - Abbonamento annuo: 8 €, 25 CHF; £ 6 - Abbonamento annuo di sostegno: 16 €, 50 CHF; £ 12

Le capitalisme mondial de crise en crise (fin)

(Suite de la page 1)

ont eu recours à une politique dit d'«assouplissement quantitatif» (*quantitative easing*) dans le jargon des banquiers: cela consiste à créer de la monnaie, injectée par centaines de milliards dans l'économie; il s'agissait non seulement de rétablir le système financier ébranlé par une crise de liquidités provoqué par la crise, mais aussi de stimuler l'économie avec de l'argent prêté à peu près gratuitement aux Banques qui pouvaient le prêter à leur tour aux «agents économiques» (entreprises, particuliers).

Dopées par l'argent facile les économies nationales et l'économie mondiale ont pu effectivement connaître une reprise économique, quoique inégale selon les pays et de manière générale plus faible, en dépit de l'énormité du remède, que les reprises antérieures.

Mais cette politique ne peut durer éternellement car elle risque tôt ou tard de déboucher sur des flambées inflationnistes (la quantité d'argent circulant étant plus grande que la quantité de marchandises dont elle devrait être l'équivalent, sa valeur est vouée à diminuer) et d'autre part elle prive les autorités financières de leur principal outil – la baisse des taux d'intérêt – en cas de retour de la crise. Il est donc nécessaire d'y mettre fin dès que possible: c'est ce qu'a commencé à faire prudemment depuis quelque temps la Banque centrale américaine (la «Fed»), suscitant les critiques de Trump.

Nous avons déjà eu l'occasion de rappeler que la politique des Banques centrales a eu comme conséquence le gonflement de la dette des particuliers, des entreprises et des Etats. La fin de la création monétaire et la hausse des taux d'intérêts pour les faire revenir à un niveau normal, ne peuvent donc se faire brutalement car sinon il y a le risque de provoquer l'éclatement de la bulle de crédit constituée au fil des années – ce qui déclencherait la crise que l'on veut éviter.

Le marxisme l'enseigne: les remèdes pour remédier à une crise sont les germes de crises futures plus grandes. Quels sont ces germes sur le plan financier?

ENDETTEMENT SANS PRÉCÉDENT

Selon un rapport de l'Institute of International Finance (association de gran-

des banques et autres institutions financières) paru en juillet dernier, l'endettement mondial a atteint un niveau sans précédent: il est passé de 84 000 milliards de dollars en l'an 2000, à 174 000 milliards en 2008 au moment de la crise et à 250 000 milliards aujourd'hui (2)

D'autres chiffres indiquent les 5 pays qui ont la dette la plus grosse dette dans le monde: ce sont d'abord les Etats-Unis avec 19 947 milliards de dollars, ce qui constitue près du tiers de la dette mondiale (32%) et est équivalent à 107% de leur Produit Intérieur Brut (PIB); puis le Japon avec 11 800 milliards (18,8% de la dette mondiale, 259,3% de son PIB); la Chine avec 4 975 milliards (7,9% de la dette globale, 44,3% du PB); l'Italie avec 2 454 milliards (3,9% de la dette globale, 132,6% du PIB); enfin la France avec 2 375 milliards (3,8% de la dette, 96,3% du PIB) (3).

Jusqu'ici les Etats ont pu emprunter à bas prix sur les marchés financiers les sommes nécessaires pour financer leurs déficits grâce à la faiblesse des taux d'intérêts; mais si et quand ces taux vont remonter, le poids et le service de la dette (4) deviendront vite un pesant fardeau sur leurs économies (fardeau qu'ils feront retomber bien évidemment sur les prolétaires). L'endettement des Etats est donc une bombe à retardement qui explosera inévitablement un jour ou l'autre s'ils ne réussissent pas à résorber à temps leur dette – ce qu'ils tardent à faire.

A côté de cette dette des Etats, dite «souveraine», qui, il y a une trentaine d'années, ne constituait un problème que pour les Etats dits du «Tiers Monde», il existe la dette des particuliers et celle des entreprises. Rappelons-nous qu'en 2007 la crise des «subprimes» qui a été le facteur déclenchant de la grande récession, portait sur l'endettement des particuliers; aujourd'hui son équivalent aux Etats-Unis est l'endettement des jeunes pour suivre leurs études. Mais c'est l'endettement des entreprises qui est le plus préoccupant au niveau mondial. Elle a en effet particulièrement augmenté grâce à l'argent facile (c'était le but recherché) pour atteindre au niveau mondial, selon les derniers chiffres connus, les 75 mille milliards de dollars – sans qu'il y ait une production et un écoulement de marchandises correspondants.

L'IIF souligne dans autre rapport (5) que cet endettement est particulièrement dangereux en cas de remontée des taux d'intérêts. C'est l'accroissement de

l'endettement des entreprises chinoises qui explique une bonne partie de l'accroissement global. Selon l'IFF ce sont les entreprises du Canada, d'Inde et du Mexique qui ont un taux d'endettement particulièrement élevé par rapport à leur chiffre d'affaires; et une «*proportion significative*» d'entreprises brésiliennes, américaines, canadiennes et mexicaines ont d'ores et déjà des difficultés pour payer leurs dettes. Cependant un tiers des entreprises américaines, françaises et chinoises ont si endettées qu'elles auraient des difficultés à éviter la faillite si les taux d'intérêts remontaient brusquement...

LE PÉTROLE, MATIÈRE PREMIÈRE FONDAMENTALE POUR L'ÉCONOMIE MONDIALE

Contrairement à ce qu'on pourrait croire le pétrole reste la source d'énergie la plus importante et elle le sera longtemps encore: En 2017 le pétrole représentait 35% de la consommation mondiale d'énergie, le gaz naturel 24%, le charbon, source d'énergie très polluante mais qui résiste, 28%, l'hydroélectricité 7%, l'énergie nucléaire 4,5%, et enfin les dites «énergies renouvelables» ne comptaient que pour 3,7%. (6)

En dépit des conséquences qu'entraîne leur utilisation en termes de pollution et d'atteintes à l'environnement, la production et la consommation de pétrole et de gaz ont continué à augmenter en 2017 ainsi que celle du charbon. Par rapport à 1970 on constate même une très grande stabilité sur près d'un demi-siècle: la part du charbon aurait légèrement augmenté (de 26 à 28%) et la part du pétrole et du gaz aurait très légèrement baissé (de 60 à 59%).

Le pétrole est en effet une source d'énergie qui reste peu chère: c'est là le facteur fondamental pour le capitalisme, toujours à la recherche de l'énergie la moins chère pour augmenter ses profits. Tant pis pour les victimes parmi la population dont parlent régulièrement les médias!

Selon un récent rapport de l'Agence Européenne pour l'Environnement, la pollution de l'air, notamment par les particules fines émises par la combustion des produits pétroliers seraient responsables de centaines de milliers de morts «prématurées» (en étant à l'origine de maladies respiratoires, de cancers, etc.) (7); mais lorsque comme en France un gouvernement augmente les taxes sur le diesel sous prétexte de transition écologique, c'est bien entendu pour remplir les caisses de l'Etat: le capitalisme ne se soucie de l'écologie et de la santé de la population que lorsque cela n'entre pas en contradiction avec la bonne marche

du capitalisme; ou lorsque les dégâts causés à l'environnement comme en Chine deviennent graves au point d'en traverser cette économie.

On comprend donc pourquoi le pétrole est une richesse stratégique qui est toujours source de conflits et de guerres pour se l'approprier ou la contrôler: il est vital pour le capitalisme, comme l'était il y a un siècle et plus le charbon. Ses variations de prix sur le marché mondial ont toujours une signification et des conséquences importantes.

Signe d'un ralentissement de la demande économique mondiale, le prix du pétrole, qui était reparti à la hausse depuis plus d'un an, a baissé violemment dans les dernières semaines. Le pétrole brut américain, l'un des indices de référence, qui avait atteint les 77 dollars le baril début octobre était retombé à 43 dollars le baril à la fin décembre, soit une chute de 45% environ (8).

Signe que la demande de pétrole a baissé, les réunions entre les pays de l'OPEP et la Russie pour diminuer leur production n'ont pour l'instant pu faire remonter les prix; de même les sanctions américaines contre l'Iran et les pays qui commerceraient avec lui (c'est un gros exportateur de pétrole).

Il est vrai que les autorités américaines ont exempté de ces sanctions la Chine, le principal client du pétrole iranien, ainsi que la Turquie, l'Inde, le Japon et la Corée du Sud qui représentent près de 80% des ventes de pétrole par Téhéran. Peut-être pensent-elles que la chute des cours porte un coup suffisant à l'économie iranienne pour qu'il n'y ait pas besoin d'accroître les tensions avec ces pays?

En effet le nouvel effondrement des prix du baril est une mauvaise nouvelle pour les pays dont les exportations de pétrole sont la première ressource, de l'Algérie au Nigeria, des pays du Golfe Persique à la Russie, sans oublier le Venezuela. Selon les estimations du FMI, le prix du baril du pétrole nécessaire pour équilibrer le budget de l'Etat est de 223 dollars pour le Venezuela, 124 dollars pour le Nigeria, 105,7 pour l'Algérie, 88 pour l'Arabie Saoudite, 68 pour l'Iran, 54 pour l'Irak, mais seulement 40 dollars pour la Russie (9).

RÉCESSION DES PAYS «ÉMERGENTS»

Les secousses actuelles dans l'économie mondiale, que ce soit les risques de guerre commerciale, les flux et reflux des capitaux à la recherche de la meilleure valorisation, ou les variations des prix des matières premières, retentissent fortement sur un certain nombre de pays dits «émergents», y compris certains qui

faisaient il y a peu figure de champions de la croissance.

Nous avons déjà consacré des articles à la situation de crise où sont plongés le Venezuela, l'Argentine et le Brésil, les trois pays les plus importants de l'Amérique Latine, et nous n'y reviendrons pas ici.

Nous allons passer rapidement en revue d'autres pays qui se débattent au milieu des difficultés économiques.

C'est le cas de la **Turquie**.

Forte de plus de 80 millions d'habitants la Turquie est la 15e puissance économique mondiale, la première du Moyen-Orient. Elle avait connu en 2017 un taux de croissance de 7,4%, le meilleur depuis 4 ans. L'économie turque était dopée par les capitaux internationaux à la recherche d'investissements profitables et une politique économique expansionniste basée sur le recours au crédit. L'Etat a multiplié les investissements en empruntant à bas prix sur les marchés financiers internationaux et en creusant le déficit du budget (5,5% du PIB). La Turquie a ainsi l'un des déficits la balance des paiements les plus élevés dans le monde.

La conséquence de ce recours massif à l'emprunt a été la dépréciation de la monnaie nationale; cela a dans un premier temps facilité les exportations, mais cela a aussi provoqué une flambée de l'inflation: elle a atteint 25% en octobre dernier. La fuite des capitaux étrangers devant les déséquilibres financiers du pays a provoqué une baisse de la valeur de la Livre turque de 47% par rapport au dollar (faisant d'elle une des monnaies les plus faibles du monde), alors même que 60% de la dette turque a été souscrite en dollars et qu'elle est en grande partie à court terme. Selon certaines estimations la Turquie devrait emprunter dans les prochains mois une somme équivalente au quart de son PIB annuel (10)!

Le gouvernement turc a attribué les problèmes économiques à une attaque de l'étranger; il nie que le pays soit en récession, en s'appuyant pour cela sur les recettes record du tourisme ou sur la bonne tenue des exportations au cours de l'année. Mais les faits résistent aux discours. Les chiffres publiés en décembre de la production industrielle indiquent une baisse de près de 6% en octobre. Le secteur de l'automobile est l'un des piliers de l'économie turque; il emploie autour de 500 000 personnes et il avait atteint un record de production en 2017 (plus d'un million de véhicules). Il s'est effondré à la fin de 2018: -21% en novembre par rapport à l'année précédente. Les analystes prévoient que la production d'acier, dont la Turquie est

le 8e producteur mondial, confrontée au marasme du marché intérieur, aux taxes imposées à ses exportations vers les USA et à la concurrence chinoise, devrait chuter de 30% cette année...

Malgré la situation difficile due à la répression du régime, plusieurs manifestations rassemblant des milliers de travailleurs à Ankara et ailleurs ont eu lieu à la fin de l'année contre la dégradation du niveau de vie et en faveur des milliers de personnes licenciées depuis le coup d'Etat manqué.

LA CRISE EN AFRIQUE

Le **Nigeria**, la plus grande puissance économique du continent d'après les chiffres de son PIB, et la plus peuplée (190 millions d'habitants), est étroitement dépendant du pétrole dont il est le dixième producteur mondial: le pétrole représente 95% des exportations et 80% des revenus fiscaux de l'Etat. La baisse des cours en 2016, conjuguée à la baisse de la production locale avait plongé le pays dans la pire récession connue depuis 25 ans, dont il n'a commencé à sortir qu'avec la remontée des cours à partir de mi-2017. La croissance de l'éco-

(Suite en page 10)

MARXISME ET CLASSES MOYENNES

(Brochure "le prolétaire", Sept. 2017, format A5, 76 pages, Prix : 2 €)

- Introduction
- Marxisme et classes moyennes (*«Programme communiste»*, n°55, Avril-Juin 1972)
- La fonction historique des classes moyennes et de l'intelligentsia:
 - Introduction à la «Fonction historique des classes moyennes et de l'intelligentsia»
 - La conférence du camarade Bordiga à l'«Université prolétarienne» (*«L'Unita»*, 24 mars 1925)
 - Amadeo Bordiga - Conférence du 21 mars 1925. La fonction historique des classes moyennes et de l'intelligentsia
- Sur le fil du temps. Les intellectuels et le marxisme (*«Battaglia Comunista»*, n°18, 4-5 novembre 1949)
- La demi-classe, notre bête noire (*«Il Programma Comunista»*, n°15, 4 août - 1er septembre 1963)
- Léon Trotsky. Petite-bourgeoisie et fascisme:
 - «La seule Voie» (Septembre 1932 - Extraits)
 - «Où va la France?» (Octobre 1934 - Extraits)

Le capitalisme mondial de crise en crise (fin)

(Suite de la page 9)

nomie n'a cependant été que de 0,8% cette année-là; mais cela a suffi pour que le gouvernement, comme le FMI et la Banque Mondiale, affirment encore au début de 2018 que la reprise allait s'accélérer. C'est le contraire qui a eu lieu, dès le premier trimestre; la Banque centrale du Nigéria avertissait fin mars que le pays risquait de retomber dans la récession et des économistes affirmaient que «89% de l'économie est toujours en récession». A la veille des élections présidentielles de février 2019, le gouvernement et les institutions officielles continuent cependant à répandre la légende de la reprise économique. Mais les chiffres officiels eux-mêmes indiquent une forte hausse du chômage: son taux avait atteint 23,1% au troisième trimestre 2018, et si on y ajoute le «sous-emploi» on arrive à un total de 43,3% (55% pour «les jeunes») tandis que l'inflation était enregistrée à 13% (15% pour les produits alimentaires). (11).

Le mécontentement croissant parmi les travailleurs a contraint le National Labour Congress et d'autres centrales syndicales à annoncer une grève générale illimitée de la Fonction Publique à partir du 8 janvier, après que le gouvernement n'ait pas soumis au parlement une loi sur l'augmentation du salaire minimum mensuel de 18000 à 30 000 Nairas (73 euros). Les gouverneurs de certains Etats (le Nigeria a une structure fédérale) ont protesté qu'ils ne pourraient pas payer un tel salaire; par exemple les fonctionnaires locaux de l'Etat de Zamfara ne sont payés que 6000 Nairas.

Les syndicats ont adopté les 30 000 Nairas comme revendication bien que l'année dernière ils demandaient un salaire minimum de 56 000 Nairas (135 euros). Organisations collaborationnistes, les grandes confédérations syndicales cherchent à éviter de mettre à exécution leur menace de grève.

En novembre elles avaient décommandé la précédente grève générale sous prétexte que la «Commission Tripartite», organisme de collaboration des classes réunissant des représentants des syndicats, des organisations patronales et du gouvernement, allait présenter au Président de la République les diverses propositions (le gouvernement et les patrons proposaient un salaire minimum de 24 000 Nairas).

Rien d'étonnant donc si elles s'empressent à diffuser auprès des travailleurs

l'illusion que la prochaine élection présidentielle serait le moyen d'obtenir une amélioration de leurs conditions.

L'Afrique du Sud est l'Etat le plus industrialisé d'Afrique. La puissance de son secteur minier avec plusieurs multinationales lui a permis, avec l'appui chinois, d'être intégrée en 2011 dans les «BRIC», ce regroupement impérialiste de pays «émergents» qui comprenait alors le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine (elle fait aussi partie du G20, le «club» des 20 plus influentes puissances mondiales). L'Afrique du Sud traversa une profonde récession lors de la crise capitaliste mondiale de 2008 qui provoqua une importante baisse du prix des matières premières dont elle est productrice; depuis lors elle n'a plus renoué avec la croissance qu'elle connaissait auparavant. A la fin de 2016 elle a connu pendant quelques mois une récession, qui a laissé place à une faible reprise en 2017.

Alors que le gouvernement tablait sur une progression économique, le Bureau des statistiques a annoncé officiellement en septembre que le pays était de nouveau entré en récession; il a attribué celle-ci à la sécheresse qui a entraîné une baisse de la production agricole. Cependant la production industrielle est également en recul: au troisième trimestre 2018 (derniers chiffres connus) la production minière était en baisse de près de 9% en rythme annuel: la récession sud-africaine n'est donc pas due à des causes extérieures incontrôlables, mais bien au système capitaliste mondial dans lequel le pays est pleinement intégré.

Selon un rapport de la Banque Mondiale passant en revue 149 pays (12), l'Afrique du Sud est le plus inégalitaire de tous: les 1% plus riches possèdent 71% de la richesse du pays tandis que 55% de ses 56 millions d'habitants vivent sous le seuil de pauvreté (revenu mensuel inférieur à 60 euros) dont 25% dans l'«extrême pauvreté» – un revenu inférieur à 28 euros qui ne permet pas de satisfaire les besoins alimentaires de base. Les inégalités ont augmenté de façon générale depuis 2011, et les «inégalités de la consommation» depuis 1994 (fin de l'apartheid). Le rapport écrit que le pays se ressent toujours de l'héritage de l'apartheid; en fait le capitalisme sud-africain a liquidé les structures politiques de l'apartheid, mais pour mieux assurer, derrière le masque de la démocratie, l'apartheid économique caractéristique du capitalisme.

La crise économique ne fait qu'exacerber cette situation. Le chômage a atteint les 27,5% au troisième trimestre 2018 (39% dans la tranche d'âge 15-34 ans), son niveau le plus élevé depuis 15 ans. L'industrie a supprimé plus de cent

mille emplois depuis le début de l'année, et les services, y compris gouvernementaux, plus de 90 000.

Mais les prolétaires sud-africains, qui ont une riche expérience de luttes, ont réagi et réagissent à la détérioration de leurs conditions de vie et de travail. Selon le ministère du Travail 2017 a été une année record pour le nombre de grèves: 132 avec 125 000 grévistes (contre 122 grèves et 90 000 grévistes en 2016) mais plus de la moitié des grèves étaient «protégées», ce qui signifie que leurs organisateurs – les syndicats officiels – avaient respecté le préavis de 30 jours et le recours à la «commission de médiation et d'arbitrage»; l'année précédente, 60% des grèves étaient «non protégées», c'est-à-dire n'avaient pas respecté ces procédures mises en place pour restreindre le droit de grève, ce qui rend les grévistes passibles de diverses sanctions y compris le licenciement.

Il semble qu'en 2018 le nombre des grèves et des grévistes ait été nettement plus grand. En avril la Confédération syndicale SAFTU, dissidente de la COSATU liée à l'ANC au pouvoir depuis 1994, dont la principale composante est le syndicat des métallurgistes NUMSA, a organisé une grève générale. Elle a été largement suivie, la revendication centrale étant un salaire minimum mensuel de 12500 rands (785 euros); le gouvernement les patrons et les syndicats capitalistes (COSATU, FEDUSA, etc.) ont passé un accord pour un salaire minimum de 3500 rands (220 euros) pour la durée légale de 45 heures de travail par semaine, c'est-à-dire 20 rands de l'heure (1,25 euro); cet accord a été transcrit dans une loi qui a pris effet au premier janvier. En outre des exemptions pouvant aller jusqu'à un an pour l'application de ce salaire minimum de misère sont prévus pour les petites et moyennes entreprises. Une autre revendication de la SAFTU est l'abrogation des nouvelles limitations du droit de grève qui sont incluses dans cette loi.

D'autres grèves ont eu lieu en 2018, la plus importante étant sans doute celle de la grève nationale des travailleurs du plastique organisée par la NUMSA à la mi-octobre; plus de 30 000 ouvriers ont participé à ce mouvement qui a touché plus de 450 entreprises du secteur. La revendication principale était le maintien de l'ancien tarif minimum de 40 rands de l'heure alors que les patrons avaient décidé de baisser les salaires au niveau du nouveau tarif de 20 rands, le maintien de certaines primes, des 4 semaines de congés payés, le paiement des heures supplémentaires, l'égalité des salaires pour tous (les patrons ont décidé de diminuer les salaires de 10% dans les entreprises se trouvant en de-

hors des grandes villes), etc. Dans certains endroits les patrons ont fait appel à des milices privées qui ont tiré des balles en caoutchouc contre les ouvriers. Durant cette grève qui continuait toujours fin décembre, un gréviste a été tué et d'autres blessés, mais plusieurs patrons ont été rossés par les grévistes et l'un d'eux est mort; un garde a été également tué par les ouvriers.

Le prolétariat sud-africain qui a face à lui une classe dominante et un Etat particulièrement féroces, démontre qu'il possède des trésors de combativité. Il lui faudra, en liaison avec le prolétariat des autres pays d'Afrique et du monde, reconstituer le parti de classe international, pour passer de la lutte de résistance immédiate à la lutte politique révolutionnaire pour renverser le capitalisme et établir son propre pouvoir dictatorial.

LE SOUDAN EN FLAMMES

Le **Soudan** est l'un des pays d'Afrique au territoire le plus étendu, largement désertique. Peuplé de 43 millions d'habitants, il a vu avec la sécession de la partie méridionale (constituée en Etat indépendant en 2011) disparaître sa ressource la plus importante, le pétrole, dont 75% de la production était réalisée dans le sud. La guerre civile au Sud Soudan lui a fait perdre en outre les redevances qu'il encaissait sur le transit de ce pétrole et la baisse récente des cours du baril a encore aggravé les choses. Lourdemment endetté, le pays est considéré comme l'un des plus corrompus au monde; selon une information révélée par Wikileaks, l'inamovible président Omar Al-Bashir, au pouvoir depuis un coup d'Etat en 1989, aurait placé 9 milliards de dollars d'argent détourné dans des banques occidentales.

Pour se maintenir à flot le gouvernement soudanais, autrefois lié à l'Iran, s'est rapproché de son vieil ennemi, l'Arabie Saoudite, envoyant même quelques centaines de soldats combattre au Yémen. En récompense l'Arabie Saoudite aurait promis de prêter 5 milliards de dollars et les Etats Unis ont levé les sanctions qui pesaient sur le Soudan depuis des années.

Mais surtout le gouvernement a infligé à la population une politique d'austérité drastique. Lors du dit «printemps arabe», en 2011, le Soudan avait lui aussi connu des manifestations anti-gouvernementales. La répression s'était soldée par environ 2000 arrestations.

En 2013, des augmentations de l'essence et de produits de première nécessité mirent le feu aux poudres: elles provoquèrent une vague de manifestations de protestation. Une répression san-

glante – 200 morts, des centaines de blessés et d'arrestations – brisa le mouvement.

Début 2018, à la suite de la suppression de certaines subventions dans le cadre des mesures d'austérité décidées avec le FMI, le prix de la farine triplait et celui du pain doublait. De nombreuses manifestations éclatèrent alors, sévèrement réprimées; un manifestant fut tué par la police et de nombreux autres arrêtés.

En novembre 2018 des discussions se déroulèrent avec une délégation du FMI: une aide financière allait être accordée en échange de suppressions supplémentaires de subventions pour rétablir «l'équilibre des finances publiques». Les nouvelles hausses du pain (de 1 à 3 Livres soudanaises) et des produits alimentaires de base furent alors annoncées le 18 décembre. S'ajoutant à une inflation estimée à près de 75%, ces hausses ont déclenché une vague sans précédent de manifestations: affamer les couches les plus pauvres de la population pour équilibrer les finances de l'Etat, voilà la politique décidée par le régime et ses conseillers internationaux! Les manifestants qui ont incendié à certains endroits des sièges du parti gouvernemental, répondent en appelant à la chute du régime. La répression par la police des manifestations, qui durent encore au moment où nous écrivons, a fait des dizaines de morts.

* * *

En 2016 le capitalisme mondial a réussi à surmonter la crise économique qui s'était manifestée à sa périphérie mais semblait devoir toucher le coeur (où se trouve la véritable cause); les pays impérialistes dominants avaient alors réussi à circonscrire la maladie grâce à la drogue du crédit et de l'endettement. Cela ne sera pas toujours possible. La crise reviendra inévitablement frapper de plein fouet les métropoles impérialistes, ébranlant le statu quo social et politique. Des épisodes comme celui des Gilets Jaunes aujourd'hui en France sont le signe avant-coureur de ce qui pourra arriver alors.

Le prolétariat devra réussir à trouver la force de reprendre la voie de la lutte de classe, et en se solidarisant avec ses frères de classe des pays déjà en crise, de s'attaquer au capitalisme mondial.

(1) Le mois de décembre a été le pire mois pour la bourse de Wall Street depuis la crise des années 30, mais les bourses chinoises, italiennes, allemandes, japonaises ont été aussi très touchées.

(2) *Bloomberg Markets*, 10/7/2018

(3) *World Economic Forum*, 9/5/18. Les pays suivants sont l'Allemagne et la Grande-Bretagne.

(4) Les chiffres de la *charge* (ou „service) de la dette sont particulièrement difficiles à se procurer, les statistiques courantes ne fournissant que des indications de l'endettement par rapport au PIB (Produit Intérieur Brut); mais cela n'a qu'un intérêt relatif, l'important étant le chiffre des paiements qui doivent être effectués chaque année par un Etat pour payer cette dette. En France, c'est le deuxième poste du budget (après l'enseignement et avant les dépenses militaires): 42 milliards d'euros, soit près de 10% des dépenses de l'Etat.

(5) *Reuters*, Business News, 28/11/2018.

(6) cf BP Statistical Review of World Energy, juin 2018. Les estimations de l'Agence Internationale pour l'Energie (World Energy Statistics, septembre 2018) diffèrent, surtout pour ce qui est de l'énergie hydroélectrique mais sans que cela change tableau général.

(7) cf «La pollution atmosphérique reste trop élevée dans l'ensemble de l'Europe», Agence Européenne pour l'Environnement, 29/10/2018.

(8) Il existe 2 références pour les prix du pétrole: le brut texan (West Texas Intermediate) et le *Brent* de la Mer du Nord qui est un peu plus cher (il est passé sur la même période de 86 à 52 dollars).

Comme l'explique la théorie marxiste de la rente, c'est le prix des gisements les moins productifs, c'est-à-dire ceux où le pétrole coûte le plus cher à produire (historiquement la référence est les puits texans en voie d'épuisement et les plateformes pétrolières de la Mer du Nord, elles aussi en voie d'épuisement), qui détermine le prix de marché global; en effet ces gisements, dont la production est nécessaire pour répondre à la demande globale, ne sont mis en activité que s'ils permettent un taux de profit égal au taux de profit moyen dans le reste de l'économie. Par rapport à ceux-ci les gisements plus productifs – au premier plan ceux du Golfe Persique – enregistrent un profit supplémentaire, qui est leur *rente*. Il y a en outre, affirme Marx, un surcoût qui est la conséquence directe de l'économie de marché.

(9) *La Tribune*, 21/6/2018.

(10) *Les Echos*, 3/4/2018.

(11) cf National Bureau of Statistics, Key Indicators 22/12/2017. «89% of Nigeria's Economy Still in Recession», <https://allafrica.com/stories/201802140004.html>

(12) «Overcoming Poverty and Inequality in South Africa», Banque Mondiale, mars 2018. Les données utilisées par le rapport datent de 2015, mais depuis rien n'a changé, sinon en pire.

Allemagne 1918-1919: le tragique retard du parti

(Suite de la page 1)

lancés à l'assaut de leur bourgeoisie et comment leur lutte a été trahie et écrasée dans le sang par les ancêtres des socialistes qui sont encore aujourd'hui au pouvoir en Allemagne et qui aspirent à y revenir un jour en France, sous ce nom ou sous un autre.

A cet effet nous commençons par republier ci-dessous un extrait d'un article du Prolétaire d'il y a 10 ans (1).

* * *

En novembre 1918, les prolétaires et les révolutionnaires du monde ont les yeux tournés vers l'Allemagne: la révolution allemande, espérée depuis si longtemps par les marxistes, attendue impatiemment par les bolcheviks semble commencer.

Au mois d'octobre un nouveau gouvernement avait été formé avec pour la première fois des représentants du Parti Social-Démocrate (une minorité, plus à gauche, s'était déjà constituée en Parti Socialiste Indépendant, expressément pour empêcher la constitution d'un véritable parti prolétarien révolutionnaire); alors que la défaite militaire est consommée et face à une effervescence sociale croissante il s'agit de préserver l'ordre établi en donnant aux prolétaires l'impression que «la paix et les réformes démocratiques» sont l'objectif de ce gouvernement de coalition qui va réaliser une «révolution pacifique», selon les déclarations des sociaux-démocrates. Mais cela est bien incapable d'empêcher le mouvement des masses. Les 2 et 3 novembre les marins de la flotte de guerre se mutinent à Kiel à l'annonce que les navires vont appareiller - probablement pour se livrer à un baroud d'honneur contre la flotte anglaise. Ils s'emparent des navires de combat et menacent de tirer sur les bâtiments officiels si leurs camarades ne sont pas libérés.

En quelques jours un gigantesque mouvement spontané de révolte déferle sur l'Allemagne. Dans tout le pays se forment des Conseils de soldats et d'ouvriers, face auxquels les autorités civiles et militaires sont impuissantes.

Mais derrière cette flambée révolutionnaire, il y a une énorme confusion, une absence complète de perspective et d'organisation. Ainsi les marins insurgés de Kiel qui ont fusillé leurs officiers et hissé le drapeau rouge sur les bateaux de guerre acclament le social-démocrate

Noske envoyé en toute urgence par le gouvernement pour contenir la révolte. Pire, ils le laissent s'imposer à la tête du comité de soldats et comme commandant de la place militaire. Ce fait est doublement symbolique.

Il montre d'abord le rôle que le Parti Social-Démocrate, les «majoritaires» du SPD, va jouer dans les mois et années à venir. Devant les soldats et les ouvriers ille SPD s'affirme comme authentiquement socialiste, il prétend les représenter, défendre leurs revendications et leurs intérêts. Mais en réalité il n'a pour but que de maintenir l'ordre, de sauvegarder la légalité, d'empêcher à tout prix l'explosion révolutionnaire. Il fait semblant d'accepter l'autorité des Conseils qui naissent spontanément, mais c'est pour mieux les empêcher d'exercer un pouvoir effectif et leur faire cautionner le gouvernement de l'Etat bourgeois dont il fait partie. Comprenant beaucoup mieux que certains cercles bourgeois réactionnaires qu'il est impossible de s'opposer frontalement à la lame de fond qui déferle (2), il se laisse porter par le courant pour pouvoir le canaliser dès qu'il commence à s'affaiblir.

C'est ce gouvernement qui pousse à réorganiser dans des «corps francs» une solide force armée de l'Etat bourgeois pour pallier la décomposition de l'armée classique dont une bonne partie passait du côté du «désordre». Ainsi entré à Berlin avec 40.000 hommes le 10 décembre 1918 pour régler l'affaire de la Division populaire de marine, le général Lequis, le 23, n'en avait plus que 2.000 sous ses ordres!

C'est ce gouvernement de «révolution pacifique» qui se chargera au cours des mois suivants de **décimer** l'avant-garde prolétarienne par un jeu habile de provocations et de représailles **sanglantes**.

Ensuite ce fait montre l'**inévitabile faiblesse** du mouvement spontané. En l'absence d'un véritable guide politique capable de lui donner des objectifs clairs et une coordination effective, ce mouvement va d'une part se laisser engluier dans la direction et l'appareil social-démocrate; et d'autre part s'épuiser dans des «coups de tête» locaux, magnifiques, mais dispersés, que la contre-révolution écrasera d'autant plus facilement les uns après les autres qu'ils ne peuvent déboucher sur rien.

Ce qui se manifeste dès cet épisode et qui éclatera avec une évidence tragique dans les semaines et les mois à venir, c'est l'incapacité du mouvement

spontané des masses à prendre le pouvoir. L'explosion de la colère des masses, leur volonté d'en finir avec la guerre, avec la misère, peuvent certes porter des coups très durs à l'Etat bourgeois, paralyser et ébranler temporairement son appareil administratif et militaire.

Mais pour détruire cet Etat de fond en comble, pour **se saisir** de la direction de la société, pour s'ériger en **classe dominante**, pour exercer leur propre pouvoir, les masses prolétariennes ont besoin de cet organe de direction politique et organisationnelle qu'est le **parti de classe**.

Malheureusement, ce qui caractérise alors la situation dans les pays capitalistes développés d'Europe, c'est le retard énorme de la constitution du parti par rapport à l'explosion des luttes de classe; et c'est en Allemagne que cette **absence du parti** se fait le plus cruellement sentir, précisément parce que les masses y sont projetées dans les luttes les plus radicales. Alors qu'en Russie la lutte spontanée des masses a pu se cristalliser autour d'un parti qui s'était constitué et délimité depuis longtemps et qui s'était imposé et lié aux masses à travers une longue série de luttes économiques et politiques, immédiates et révolutionnaires, le prolétariat allemand ne pouvait pas trouver la direction dont il avait besoin.

Sans aucun doute il existait en Allemagne des courants révolutionnaires qui non seulement avaient combattu la politique social-chauvine de la social-démocratie, mais qui aspiraient à transformer le soulèvement spontané des masses prolétariennes contre la guerre impérialiste en révolution socialiste. Mais un ensemble de facteurs, parmi lesquels leur propre manque de clarté et de rigueur politique – allant parfois même jusqu'à la négation de la nécessité même de cette direction! – les avaient empêchés de la constituer effectivement.

Or, ce dont les masses ont besoin au moment où leurs exigences immédiates les obligent à affronter l'Etat bourgeois les armes à la main, ce n'est pas d'un «guide spirituel», mais d'un **organe de direction** dans tous les sens du terme. D'un organe qui soit certes le représentant du programme historique du prolétariat, mais qui sache relier celui-ci aux exigences immédiates; qui ne soit pas seulement un propagandiste du socialisme, mais une **force organisée**; qui ait déjà commencé à s'imposer comme dirigeant et organisateur à travers les luttes quotidiennes et partielles de la classe, et qui puisse alors tendre à conquérir une influence non seulement politique mais **pratique** déterminante sur les larges masses.

En Allemagne, même les éléments les plus avancés étaient restés prisonniers d'une part de la fascination de l'«unité» ouvrière, et d'autre part d'une vision spontanéiste leur faisant **attendre** que les prolétaires rompent d'eux-mêmes avec l'idéologie social-chauvine et la politique opportuniste, au lieu de comprendre qu'il leur incombait de **devancer** ce mouvement pour le rendre possible.

Une vision qui croyait que les masses se mettraient en mouvement **après** avoir «pris conscience» de la trahison social-démocrate, et ne comprenait pas que, même lorsque les déterminations matérielles **poussent** les masses à secouer dans leur action l'orientation et l'encadrement des «agents de la bourgeoisie au sein du prolétariat» (Lénine), l'influence et le poids de ces partis ne disparaît jamais de lui-même. C'est la lutte du parti de classe qui lui permet dans ces circonstances favorables d'arracher les prolétaires à l'emprise des social-traitres et de les regrouper autour de lui et de sa direction.

Bien qu'ils aient dénoncé et combattu la trahison ouverte de la social-démocratie en 1914 et sa collaboration de plus en plus étroite avec l'Etat bourgeois au cours de la guerre, les Spartakistes (d'après le nom du bulletin qu'ils publièrent: «Spartakus») avec Rosa Luxemburg hésitaient à rompre avec le SPD: ils attendaient que les larges masses prolétariennes se détournent **d'abord** du social-patriotisme.

Et lorsque les masses ont commencé à s'engager dans cette voie, non par des affirmations politiques, mais par des **luttes**, des manifestations, des grèves comme celle de janvier 1918 qui toucha près d'un million de travailleurs à Berlin, les Spartakistes se laissèrent encore devancer par l'*hypocrisie centriste*.

(A suivre)

(1) *Le Prolétaire* n°491 (nov. 2018-janvier 2019).

(2) Au Conseil des ministres, le ministre de la marine affirme: «*Il faut faire un exemple. En affamant la ville on ne la réduira pas; il faut y pénétrer avec des forces considérables et la bombarder par mer*»; ce à quoi le social-démocrate Scheidemann répond: «*Il faut s'interroger sur ce qui va se passer si nous intervenons brutalement à Kiel. Les autres villes proclameront leur solidarité avec Kiel. D'ailleurs nous ne pouvons attaquer les mutins, ils ont trop de munitions et d'artillerie de marine. Il est plus habile de leur dire: on va discuter de vos revendications*».

Brésil

La signification de l'élection de Bolsonaro et les tâches des prolétaires d'avant-garde

Le candidat d'extrême droite Jair Bolsonaro, un vieux routier du parlementarisme brésilien (député depuis 18 ans sous diverses étiquettes), dénoncé par une grande partie de la presse internationale (1) pour ses déclarations racistes, ses prises de positions outrancières sur différents sujets, ses diatribes violentes (2), a été élu le 28 octobre à la présidence de la République face à Haddad, candidat du Parti des Travailleurs (1). Quelques semaines auparavant, lors des élections législatives du 7 octobre, son parti, le PSL (Parti Social Libéral) était passé de 1 à 52 sièges au parlement.

1. L'élection de Bolsonaro n'est pas l'avènement du fascisme.

Bolsonaro est sans doute lui-même un admirateur du fascisme, un nostalgique de la dictature militaire (que le mouvement auquel il appartient trouve qu'elle a été trop douce), etc... Mais l'avènement du fascisme signifie une profonde modification, non seulement du régime politique (qui peut conserver des apparences démocratiques), mais surtout du rapport de force entre les classes: autrement dit l'écrasement brutal et sanglant d'un mouvement prolétarien et révolutionnaire qui constituait une menace réelle ou potentielle pour l'ordre bourgeois (même si le fascisme vient toujours consolider et accentuer une défaite **déjà** infligée au prolétariat par le système démocratique et les forces réformistes et opportunistes).

Rien de tel au Brésil: les cercles dirigeants bourgeois n'ont aucun besoin d'instaurer un régime fasciste pour assurer la permanence de leur pouvoir économique et social qui, malheureusement, n'était menacé par personne.

2. Certains se sont indignés qu'en dehors de Trump, les divers gouvernements d'Amérique Latine et du monde aient félicité le nouvel élu, en dépit des critiques des médias contre ce personnage, contre ses propos racistes, misogynes et homophobes, en dépit des menaces qu'il fait peser sur les populations amérindiennes et sur l'environnement. Même Maduro, le président du Venezuela dont la dénonciation a été un des thèmes récurrents de la campagne électorale de Bolsonaro (au point de nourrir des rumeurs d'intervention militaire contre ce pays en cas de son accession au pouvoir) a félicité «le peuple brésilien» pour avoir élu ce dernier!

Derrière les joutes électorales, le facteur fondamental en jeu au Brésil, c'est la «question sociale»; ou, pour parler clairement, la lutte de classes qui est menée par la bourgeoisie contre le prolétariat – et alors on comprend que tous les gouvernements bourgeois soient du même côté que Bolsonaro et qu'ils puissent trouver matière à satis-

faction dans son élection.

La victoire de celui-ci (dont la campagne a été financée par les grands capitalistes, notamment du secteur de l'agrobusiness et soutenue par les grandes chaînes de médias) signifie que des secteurs décisifs de la bourgeoisie brésilienne jugent nécessaire la mise en place d'un gouvernement autoritaire pour résoudre les problèmes auxquels ils font face, tournant la page de la politique du Parti des Travailleurs (PT); celle-ci était une politique «réformiste» basée sur un accord avec des forces politiques de droite consistant à accorder des satisfactions à des couches «populaires» tout en menant une action fondamentalement pro-capitaliste. Cette politique a fonctionné pendant plus d'une dizaine d'années, années de croissance économique rapide du Brésil basée en particulier sur les prix élevés des matières premières dont le pays est riche et sur l'essor de l'industrie agro-alimentaire; les gouvernements du PT ont pu ainsi faire miroiter des perspectives de promotion sociale à certains secteurs et la mise en place de mesures sociales pour les plus pauvres. Mais comme elle ne s'est pas attaquée au privilège social bourgeois et qu'elle a défendu les intérêts capitalistes fondamentaux, cette politique n'a pas réduit les inégalités sociales; la persistance de la misère est la cause première de la criminalité qui ravage le pays (4). La politique PTiste s'est en outre accompagnée d'une généralisation de la corruption du monde politique.

Les difficultés économiques croissantes, puis la forte récession connues par le pays ont mis à mal cette politique, contraignant les gouvernements PT à prendre des mesures d'«austérité», «antisociales»; celles-ci ont provoqué des réactions importantes dans la population, notamment les vastes mouvements de lutte sur la question des transports. Une des caractéristiques de ces manifestations a été qu'elles étaient dirigées par des courants petits bourgeois farouchement hostiles à tout ce qui évo-

(Suite en page 14)

Brésil ...

(Suite de la page 13)

quait le socialisme, etc.

De même les scandales de corruption ont suscité d'importantes manifestations populaires dirigées par des forces de droite, pour demander la destitution (qui a finalement été obtenue) de la présidente Dilma Rousseff du PT, remplacée par son vice-président, de droite, Temer (du PMDB) ; les dirigeants du PT parlèrent à ce propos de «coup d'Etat» institutionnel. Les mesures anti-prolétariennes décidées et surtout prévues par le gouvernement Temer provoquèrent le mécontentement des prolétaires au point d'obliger les syndicats à organiser des grèves générales. Mais les appareils syndicaux, et tout particulièrement le principal d'entre eux, la CUT, liée au PT, réussirent à contenir ces réactions en mettant notamment en avant la perspective d'une victoire de la gauche lors des élections de cette année.

Cependant le gouvernement Temer se montra incapable d'utiliser le délai accordé par les syndicats, pour faire passer au parlement les réformes» (c'est-à-dire les **attaques anti-prolétariennes**) jugées urgentes pour asseoir le redémarrage effectif de l'économie, non seulement par les capitalistes brésiliens, mais aussi par les institutions internationales comme le FMI : des mesures pour restaurer le taux profit moyen de l'économie en accentuant l'exploitation des prolétaires, notamment sur la question des retraites et aussi celle de la sécurité sociale, etc. ; pour les capitalistes un nouveau gouvernement, «fort», et une nouvelle orientation, autoritaire, devenaient nécessaires.

3. Il est significatif que les partis bourgeois traditionnels se soient effondrés électoralement, alors que le PT ait somme toute relativement résisté (il a le plus grand groupe parlementaire, devant celui de Bolsonaro). Le clientélisme du PT lui a permis de maintenir une audience électorale, alors que les partis bourgeois traditionnels ont vu leurs financiers et leurs médias se détourner d'eux pour propulser un outsider quasiment inconnu ; c'est la démonstration que les milieux bourgeois les plus influents jugeaient qu'il fallait tourner la page des années PT pour accroître l'exploitation capitaliste, mais aussi pour contenir (et non faire disparaître) la corruption indissolublement liée à la gestion PT qui a gonflé au point de devenir une gêne à la bonne marche de l'économie, pour privatiser les secteurs peu rentables, etc. Bolsonaro a été porté au pouvoir non pour instaurer le fascisme, mais pour attaquer davantage les prolétaires, non pour supprimer la « Nouvelle Républi-

que » qui a succédé à la dictature, mais pour la réformer dans un sens autoritaire. Son discours réactionnaire, sécuritaire et répressif est dans ce contexte utile, les bourgeois éclairés se bouchant le nez devant ses outrances les plus grossières.

4. Il est faux de croire que la victoire des « populistes » ou des partis d'extrême droite au Brésil ou ailleurs, se nourrit de « l'échec des réformistes ». C'est la **réussite** des réformistes qui ouvre la voie à des gouvernements de droite; réussite non pas par rapport à leur propagande et à leurs promesses électorales, qu'ils savaient ne pas pouvoir tenir, mais par rapport à leur fonction réelle sur la scène politique bourgeoise : faire passer les mesures requises par les capitalistes tout en empêchant ou en détournant les luttes prolétariennes de résistance. Lorsqu'ils ont accompli autant que cela leur est possible cette besogne, ils laissent la place à des gouvernements de droite qui accentuent leur politique (cas des démocraties bien huilées comme en Europe), ou ils sont carrément écartés par les bourgeois comme au Brésil où Rousseff a été destituée et Lula emprisonné pour des faits de corruption afin de l'écarter de l'élection présidentielle (le fondateur du PT restant un des politiciens brésiliens les plus populaires).

5. Il est absurde de gémir que la démocratie soit menacée dans le monde par la survenue de régimes autoritaires ou d'extrême droite, etc., comme si le monde vivait jusqu'ici dans une situation satisfaisante qu'il faudrait défendre ou retrouver ; c'est là une position ouvertement conservatrice, anti-révolutionnaire et en outre, occidentalocentriste : la « démocratie » n'est en réalité que le masque que se donne la dictature de la bourgeoisie pour maintenir la paix sociale dans les pays suffisamment riches. Ailleurs, ou lorsque les difficultés économiques s'accroissent trop fortement et que les tensions sociales deviennent trop aiguës, la dictature de la bourgeoisie devient plus ouverte et le voile démocratique s'estompe devant l'instauration de régimes autoritaires. L'évolution du capitalisme va inexorablement dans le sens de la fin de l'Etat providence et des concessions accordées par la classe dominante dans les pays capitalistes les plus développés pour anesthésier le prolétariat – en particulier à travers l'action des partis de gauche et des organisations collaborationnistes qui se nourrissent de ces concessions. Mais la classe dominante s'efforce et s'efforcera toujours dans la mesure du possible de maintenir une démocratie de façade et d'alimenter les illusions démocratiques si utiles pour la conservation sociale. Ce n'est pas par hasard si le « fasciste » Bolsonaro lui-même aime à se déclarer comme un

« amoureux de la liberté et de la démocratie »...

L'avenir que réserve le capitalisme tenaillé par ses crises récurrentes, c'est l'aggravation de l'exploitation, de l'oppression et de la répression dont les régimes autoritaires ne sont que le moyen, l'aggravation de tensions inter-capitalistes et des guerres qui ravagent déjà le monde depuis longtemps en dehors des démocraties occidentales, et dont celles-ci sont responsables.

Combattre cette perspective est indispensable, mais pas en se fixant implicitement ou explicitement, l'objectif de revenir à un *statu quo ante*, à une époque révolue d'un « bon » capitalisme et d'une démocratie « heureuse » – époque qui a été celle de la domination bourgeoise écrasante sur le prolétariat et les populations opprimées du monde.

6. Certains se sont lamentés qu'un « Front Républicain » (à l'image ce qui se pratique en France où partis de droite et de gauche se coalisent au nom de la défense de l'Etat démocratique contre le parti d'extrême droite Front National) ne se soit pas constitué pour empêcher la victoire électorale de Bolsonaro. Le PT a effectivement essayé de rallier à sa candidature dans le cadre d'un « Front démocratique » des personnalités et des partis bourgeois, mais sans grand succès : ses partenaires bourgeois habituels l'ont abandonné comme le PMDB ou l'ancien président Cardoso qui a déclaré ne pas choisir entre les deux candidats.

Cependant tous les partis d'« extrême gauche », ceux qui ont formé un « front » avec le PT et le PC do B pour le second tour comme le PSOL, mais aussi ceux qui rappelaient que si le candidat du PT était élu, il se tournerait contre les prolétaires, comme les trotskystes du PSTU ou du MRT (qui se flattaient de ne jamais soutenir le PT), ont appelé à voter pour lui contre Bolsonaro; c'est

El Proletario

Órgano del partido comunista internacional

ESPECIAL Cataluña
Octubre de 2018

- Cataluña, rompeolas de las Españas
- Proletarios, ¡Recordad 1934!
- Los Comités de Defensa de la República, organismos para la colaboración entre clases
- La cuestión de las nacionalidades en España

Precio del ejemplar: Europa : 1,5 €; 3 FS; América latina: US \$ 1,5; USA y Cdn: US \$ 2.

également le cas du petit syndicat CSP-Conlutas appelant à «faire barrage à Bolsonaro dans les urnes et dans la rue». Faire croire qu'il soit possible de faire barrage aux attaques capitalistes – et non à un individu – dont cet individu se fait ouvertement le promoteur, en votant pour un parti pro-bourgeois responsable lui-même d'une série d'attaques antérieures et qui promet d'en faire d'autres, est une position opportuniste, absolument anti-prolétarienne. Ce n'est pas sur le terrain électoral et en soutenant des laquais de la bourgeoisie, mais sur le terrain de la lutte et sur des positions indépendantes de classe que l'on peut résister aux capitalistes et à leurs gouvernements, de droite ou de gauche. Tous ceux qui répandent des illusions sur le PT et sur le système démocratique électoral, sont des adversaires de la lutte de classe prolétarienne.

7. Après la défaite électorale, les partis et syndicats dits «ouvriers», «socialistes» ou «révolutionnaires» appellent, chacun à leur façon, à la formation de «fronts» les plus larges possibles contre le président élu et les mesures que prendra son futur gouvernement (Bolsonaro n'entrera en fonction qu'au début de l'année prochaine). Ils ont beau envelopper leurs propositions dans des discours radicaux, «anticapitalistes», leur attitude devant les élections montre déjà ce qu'il faut en penser : ces discours ne sont que de la poudre aux yeux pour camoufler leur aplatissement devant les forces de la collaboration de classe, comme le montre aussi leur nationalisme : on ne peut défendre en même temps la «souveraineté nationale» du Brésil (supposément menacée par Bolsonaro) et les intérêts des prolétaires brésiliens.

Le prolétariat du Brésil a une riche tradition de luttes ; nul doute qu'il luttera à nouveau contre les attaques capitalistes actuelles et futures. Mais ce qui lui a manqué jusqu'ici c'est une orientation politique de classe qui puisse lui permettre d'échapper à l'emprise de l'opportunisme collaborationniste. Cette orientation elle ne peut être donnée que par le parti de classe, internationaliste et international, fondé sur le programme communiste intégral et invariant. Faire les premiers pas vers la constitution de ce parti en rompant nettement avec les funestes orientations du PT et de ses satellites, telle est la tâche qui revient aux prolétaires d'avant-garde, tâche qui, dans la période qui s'ouvre deviendra de plus en plus impérieuse.

C'est la seule voie pour aller, non vers le mirage de l'instauration d'une démocratie idéale, mais vers le renversement de la bourgeoisie et de son Etat, et l'instauration de la dictature du prolétariat pour, en collaboration avec les prolétaires du monde entier,

en finir avec le capitalisme.

4/11/2018

(1) La colistière de Haddad était Manuela d'Avila, membre du PC Brésilien (PC do B).

(2) Un exemple significatif : l'influent hebdomadaire conservateur britannique *The Economist*, organe international du libéralisme, n'a cessé de dénoncer Bolsonaro comme un «danger pour la démocratie» au Brésil.

(3) Lors de sa dernière réunion publique le 21 octobre, il a ainsi déclaré en parlant des partisans de son adversaire Haddad et des militants des gauches : «Le nettoyage qui vient sera beaucoup plus large. Cette bande, si elle veut rester ici, devra se soumettre à notre loi. Ou alors, quitter le pays, ou aller en prison. (...) cette patrie est la nôtre. Elle n'est pas celle de ce gang au drapeau rouge et au cerveau endocriné. Ces déchets rouges seront bannis de notre patrie (...). Ce sera un nettoyage jamais vu dans l'histoire du Brésil. (...) Bandits du Mouvement des sans-terre

(MST), voyous du mouvement des travailleurs sans toit (MTST), vos actions seront qualifiées de terrorisme. Vous n'exercerez plus la terreur à la campagne, ou à la ville. Et, vous Lula da Silva, si vous espérez que Haddad devienne président pour signer le décret de grâce, je vous dis une chose: vous allez pourrir en prison. Haddad vous rejoindra aussi. Mais ce ne sera pas pour vous rendre visite, non. Ce sera pour rester quelques années à vos côtés». etc. Ces déclarations n'ont pas empêché le candidat du PT de le féliciter après son élection et de lui souhaiter bonne chance!

(4) Une ONG a recensé 64000 victimes de meurtres en 2017, tandis que la même année la police avait tué 5159 personnes (en augmentation de 20% sur l'année précédente!) : les forces de répression n'ont pas attendu Bolsonaro pour faire montre de brutalité! On comprend que la question de l'insécurité ait été un thème important des élections : le Brésil est l'un des pays du monde où la criminalité est la plus grande.

Cf <http://www.forumseguranca.org.br/publicacoes/anuario-brasileiro-de-seguranca-publica-2018/>

Les élections en République Démocratique du Congo n'élimineront pas la domination bourgeoise et impérialiste

Le 10 janvier, à 3 heures du matin, après plusieurs jours d'attente, la Commission électorale a annoncé que l'opposant Tshisekedi était élu président de la RD Congo. Dès ce résultat connu, les médias internationaux ont salué le triomphe de la démocratie, qui aurait permis une transition politique pacifique grâce au mécanisme électoral. Mais il n'a pas fallu attendre bien longtemps pour que se fasse jour la réalité: la victoire de Tshisekedi a été le résultat, non pas du «vote souverain» des électeurs, mais des tractations avec le clan présidentiel qui selon Le Monde (11/1/19) se sont déroulées depuis plusieurs semaines. La puissante Eglise catholique a dénoncé ce résultat, et même les ministres français et belges des Affaires étrangères ont émis des doutes...

LE CRIME DU CONGO 2.0

A la fin du XIXe siècle, Arthur Conan Doyle, le créateur de Sherlock Holmes, dénonçait dans un ouvrage intitulé «Le crime du Congo» l'exploitation sauvage du Congo-Kinshasa par le roi des Belges Léopold II (le pays était la propriété personnelle du roi) et toute la barbarie coloniale qui l'accompagnait: en quelques décennies, la colonisation du pays a fait près de dix millions de morts soit la moitié de la population.

Aujourd'hui, l'impérialisme soumet ce même pays à une barbarie toute aussi sanglante. Les impérialistes ont abandonné le pillage du caoutchouc et de l'ivoire au profit du pillage des métaux rares pour alimenter l'industrie des nou-

velles technologies.

La République Démocratique du Congo appellation officielle de l'ancien Zaïre (à l'époque de la dictature de Mobutu) ou du Congo-Kinshasa (du nom de sa capitale) est le pays le plus vaste du continent africain; sa population vit dans la misère (les deux tiers de ses 85 millions d'habitants sont officiellement sous le seuil de pauvreté) et souffre périodiquement de famine. Mais elle dispose pourtant de très nombreuses ressources naturelles: bois précieux, café, les gigantesques capacités énergétiques du fleuve Congo, ivoire, caoutchouc, diamant, or, uranium, gaz et pétrole, bauxite, plomb, fer, manganèse,

(Suite en page 16)

Elections en RDC ...

(Suite de la page 15)

tungstène, zinc, nickel, argent, cuivre, cobalt...

Certains de ces minerais sont indispensables aux industries de haute technologie. Le coltan par exemple, très résistant à la corrosion, permet la fabrication de condensateurs qui stockent l'énergie et résistent à la chaleur. On en retrouve dans les smartphones, les GPS, les satellites, les télévisions plasma, les consoles de jeux vidéo, les ordinateurs portables... mais aussi dans l'aérospatiale et l'armement (par exemple les missiles). Le cobalt entre (avec le lithium) dans la fabrication des batteries des téléphones de dernière génération, des voitures électriques...

Les multinationales des pays impérialistes sont à l'origine de l'exploitation de ces richesses. Le cobalt est par exemple aux mains du géant suisse Glencore et d'entreprises chinoises. 80 % du minerai brut est ensuite exporté vers la Chine où il est raffiné. Les multinationales utilisent massivement ces matières premières: Alcatel, Ericsson, Bayer, Boloré, Intel, Hewlett Packard, Philips, Acer, Dell, Apple, Microsoft, Motorola, Nokia, Panasonic, IBM, Sony, Samsung, Toshiba, Lenovo, Canon, Nikon, Nintendo mais aussi les entreprises d'armement.

Le Code minier adopté il y a plus de quinze ans sous la dictée du FMI par le président Kabila, favorisait largement les vautours impérialistes: le taux de redevance n'est que de 2 % contre 6 % en Zambie ou 14 % au Chili. L'entreprise d'État congolaise qui exploite le cuivre (dont la production a doublé en dix ans) et le cobalt n'a, par exemple, bénéficié que de 3,4 % des richesses créées par cette exploitation.

Le pillage des minerais du Congo s'accompagne d'une sauvage exploitation des prolétaires dans ce que certains journalistes ont qualifié de «mines de la mort». Les mines illégales sont aux mains de seigneurs de la guerre. Ils pratiquent le travail forcé des adultes et des enfants, ils massacrent et violent (depuis 20 ans, plus de 500 000 femmes et filles violées) pour chasser et terroriser les populations. 20 % de la production est réalisée à la main par 110 000 à 150 000 mineurs «creuseurs» qui travaillent avec des outils rudimentaires et sans protection. Plus de 40 000 enfants de trois à dix-sept ans sont exploités dans les mines du Sud du pays. Ils travaillent jour et nuit, sont tués par des éboulements, par des maladies liées à de l'eau non potable, par des épidémies (choléra, diarrhée)...

Dans les mines gérées par les multinationales, l'exploitation est aussi féroce: des prolétaires des mines de cobalt de Glencore à Kolwezi interviewés par la fédération syndicale internationale IndustriALL estiment que leurs conditions de travail ne sont «rien de moins que de l'esclavage».

La santé des familles prolétaires est également mise en danger. Les mineurs doivent rapporter leurs vêtements de travail à la maison et exposent ainsi leur famille aux poussières toxiques de minerais. Les populations subissent aussi la pollution de l'eau qu'ils consomment à cause du déversement de substances toxiques.

De plus, le minerai nourrit la situation de guerre qui perdure depuis plus de vingt ans et qui voit s'affronter des groupes armés et les pays voisins. Ce très long conflit (1) aurait fait plusieurs millions de morts; dans la dernière période les troubles au Kivu (province de l'Est, riche en minerais et frontalière du Rwanda) auraient entraîné l'exode de plusieurs millions d'habitants.

A la prédation des ressources naturelles par les pays impérialistes et les Etats voisins, s'ajoute le «colonialisme vert».

Des ONG écologistes – qui ressemblent davantage à des multinationales qu'à des associations – ont œuvré pour la création de nombreux parcs nationaux, en particulier la suisse WWF (*World Wildlife Fund*, Fonds mondial pour la nature) et l'américaine WCS (*Wildlife Conservation Society*, société pour la conservation de la vie sauvage). Elles ont obtenu la gestion directe des espaces protégés qu'elles sous-traitent à des milices «anti-braconnage» qui sont en lien avec les entreprises forestières et autorisent des touristes occidentaux à pratiquer la chasse au gros gibier. Les tribus autochtones sont chassées des aires protégées et sont victimes de nombreuses exactions: violences physiques, torture, enlèvements, menaces, humiliations, destruction des campements...

HIER RAVAGÉ PAR LE COLONIALISME, LA R. D. CONGO EST AUJOURD'HUI RAVAGÉE PAR L'IMPÉRIALISME ET LES BOURGEOIS LOCAUX ET RÉGIONAUX

Lors de sa naissance, le capitalisme occidental avait fait fortune avec la déportation et l'esclavage de millions de paysans noirs. Aujourd'hui, l'impérialisme exploite les prolétaires d'Afrique pour contrecarrer sa maladie chronique de la chute tendancielle du taux de profit. Mais les bourgeois de la région ne sont pas en reste.

Il est connu depuis longtemps que le Rwanda est engagé dans la contre-

bande du coltan congolais par l'intermédiaire de diverses milices. De plus, en juin 2018 le groupe d'experts de l'ONU a présenté au Conseil de Sécurité un rapport selon lequel «une grande partie de l'or vendu par l'Ouganda et le Rwanda est extrait de façon illicite dans des pays limitrophes» (le Congo, non nommé pour des raisons diplomatiques). La Tanzanie, le Burundi et l'Angola sont eux aussi impliqués à des titres divers dans le pillage des ressources du Congo, tandis que l'Afrique du Sud, l'Etat le plus puissant de la région, qui a aussi des intérêts miniers importants dans le pays, serait cependant davantage intéressée par l'électricité qui pourrait être produite dans le pays grâce à un gigantesque barrage sur le fleuve Congo.

Mais cela ne doit pas faire oublier que les grandes sociétés impérialistes sont toujours là, tenant les secteurs miniers les plus importants entre leurs mains. Depuis plusieurs années le gouvernement congolais a commencé à mettre en chantier un nouveau code minier, après que le précédent se soit traduit par un boom notamment de la production de cobalt qui a plus que doublé pendant ces années (passant de 450 000 à un million de tonnes). Ce Code a été finalement promulgué en juin 2018; Il s'agit officiellement de faire revenir dans les caisses de l'Etat une fraction plus importante des revenus de cette production. Albert Yuma, président de la Gécamines (l'entreprise historique de la production minière au Katanga, privatisée en 2010) et aussi de la Fédération des Entreprises Congolaises (FEC) et qui fait partie du clan présidentiel (2), a dénoncé les activités de «délinquants» des sociétés minières internationales, pour justifier le nouveau code qui doit faire passer les taxes sur leurs revenus de 2 à 3,5% mais à 10% pour le cobalt, en tant que minerai «stratégique».

Ces grandes sociétés minières qui à elle seules produisent 85% du cuivre, du cobalt et de l'or congolais (3) ont multiplié les pressions sur le gouvernement pour qu'il retire ou amende son projet. Mais il semble qu'elles se soient finalement résignées à un changement qui ne fera qu'entamer légèrement leurs profits (4), la pratique traditionnelle du gouvernement Kabila de passer des accords secrets avec les compagnies contre de fructueux dessous de table, continuera de plus belle selon toutes les probabilités.

LA MASCARADE ÉLECTORALE ET SES ENJEUX

Après le renversement du régime de Mobutu par les troupes de Laurent-Désiré Kabila en 1997 appuyées militairement par le Rwanda et, après son assas-

sinat en 2001, pendant les deux mandats présidentiels de son fils Joseph, le Congo Kinshasa a connu une forte croissance économique grâce aux investissements miniers et à la hausse des prix des matières premières.

Si cette croissance a profité aux multinationales, elle a aussi fortement enrichi le clan Kabila: depuis 2003 (celui-ci et ses proches auraient empoché des centaines de millions de dollars), alors qu'elle n'a pas profité aux prolétaires et aux larges masses du pays. On comprend donc le refus de Joseph Kabila d'abandonner la présidence à l'issue de son second mandat, comme le stipule la constitution: abandonner les manettes de l'Etat risquerait de mettre en péril la fortune du clan qui dépend en grande partie de cette position.

Ce refus a suscité des manifestations, durement réprimées, de l'opposition et de l'Eglise catholique; mais ce sont probablement les pressions des parrains impérialistes (avec l'imposition de sanctions américaines et européennes contre certaines personnalités du régime) et aussi des Etats voisins comme l'Afrique du Sud et l'Angola qui ont finalement poussé Kabila à accepter la tenue d'élections.

Il faut souligner à ce propos que la France de Macron a été un des rares pays à conserver intacts ses liens avec le régime – pour soutenir les intérêts français, notamment les aspirations de Total à obtenir des concessions pétrolières – et à s'opposer, avec l'Espagne de Rajoy (qui a aussi des intérêts à défendre), à une condamnation par l'Union Européenne de la répression des manifestations de l'opposition.

Le régime a donc préparé les futures élections de façon que son candidat l'emporte: en faisant voter une loi électorale imposant de fait la dépense de centaines de milliers de dollars pour financer une campagne électorale, en disqualifiant les candidats les plus populaires, en installant un système sophistiqué de machines à voter électroniques favorisant la fraude, etc.

Le marxisme dénonce les élections en général comme étant un mirage pour les prolétaires parce que ceux-ci ne peuvent se libérer du capitalisme que **contre** les institutions et l'Etat bourgeois et non par leur intermédiaire et dans leur cadre.

Dans le cas du Congo il s'agit bien sûr également pour la classe dominante d'utiliser les illusions démocratiques comme dérivatif au mécontentement des masses précarisées encore davantage par la hausse des prix des produits de première nécessité, les bas salaires et les retards de paiement des salaires (qui ont été à l'origine de la grève d'une semaine des enseignants début novembre) (5). Mais nous sommes aussi en présence de l'organisation d'une véri-

table mascarade destinée à assurer le maintien aux affaires d'un clan bourgeois aux dépens d'autres clans bourgeois!

Cependant il semble que cette organisation laissait à désirer car l'élection qui devait se tenir le 23 décembre a été reportée in extremis d'une semaine à la suite de l'incendie inexplicable de l'entrepôt des machines à voter à Kinshasa. Une partie de l'opposition a appelé à une grève générale de protestation (qui semble ne pas avoir été très suivie).

Dans les pays pauvres la classe dominante divisée en clans rivaux qui luttent entre eux pour s'approprier une part du gâteau d'autant plus féroce que celui-ci est réduit, n'a pas les moyens d'en redistribuer des miettes suffisantes pour crédibiliser le fonctionnement de la démocratie; celle-ci apparaît crûment pour ce qu'elle est réellement: un camouflage de la dictature bourgeoise.

* * *

Le capitalisme est né, a grandi et survit par le fer et le feu. C'est également ainsi qu'il périra, pas grâce à des élections, fussent-elles les plus démocratiques qui soient. La destruction du système capitaliste vampirique, qui n'a déjà que trop tardé, sera l'œuvre du combat conjugué et de l'alliance insurrectionnelle des prolétaires des métropoles impérialistes et des pays dominés contre le capitalisme mondial, contre le front des impérialistes, des bourgeoisies africaines et de leurs agents social-chauvins.

En Afrique comme partout, les prolétaires, les travailleurs et les masses pauvres ne peuvent et ne pourront comp-

ter que sur leur lutte et leur organisation propres pour résister au capitalisme qui les exploite et les affame. Toutes les formules sur l'indépendance nationale, la lutte contre le néo-libéralisme ou la démocratisation sont non seulement des fumisteries mais des obstacles sur cette voie.

Là-bas comme ici, les prolétaires ont le même ennemi et la même lutte anticapitaliste à mener. Les bourgeois en sont pleinement conscients, les prolétaires le deviendront.

31/12/2018

(1) Voir à ce sujet: «Affrontements bourgeois et appétits impérialistes au Zaïre», *Le Prolétaire* n°438 (oct.-nov.-déc. 1996).

(2) Yuma est aussi un des gérants de la fortune de la famille Kabila.

(3) Elles sont au nombre de 7: Glencore (Suisse), Randgold (Grande Bretagne), Anglo-Gold Ashanti (Afrique du Sud), Ivanohe Mines (Canada), China Molybdenium et Zijin Mining Group (Chine) et MMG (Australie). En signe d'opposition au projet gouvernemental elles avaient quitté la FEC dont elles étaient les membres les plus importants et elles refusaient de négocier avec le gouvernement.

(4) Glencore a par exemple accepté de verser des millions de dollars à l'Etat Congolais et de renoncer à 5,6 milliards de dollars que, selon elle, lui devaient la Gécamines.

(5) Les revendications portaient notamment sur le paiement d'arriérés de salaire datant depuis plus d'un an à 248 000 enseignants.

Californie: Dans les flammes de l'enfer capitaliste

La Californie du Nord a été ravagée par des incendies de grande ampleur au mois de novembre, après d'autres, bien moins graves, au cours de l'été. Ces incendies ont été les plus graves en dimension et en victimes de l'histoire de la Californie; ils ont dépassé celui de 1933 (près de 60 morts) et celui de 1889, faisant suite à une terrible sécheresse et qui jusqu'ici était considéré comme le plus étendu (le nombre de ses victimes est inconnu): début décembre le bilan officiel de tous les incendies de cette année était de 85 morts et 11 disparus. Il faut rester cependant méfiant avec ce bilan car l'année dernière, après l'ouragan qui a ravagé Porto Rico, il a fallu plusieurs mois pour que le gouvernement revoie ses chiffres officiels à la hausse, passant de 64 à... 2 975 morts !

UNE CATASTROPHE PROVOQUÉE PAR LE CAPITALISME

Les incendies de forêt sont des phénomènes naturels qui éclatent régulièrement en Californie; mais le capitalisme et le règne de la loi du profit sont entièrement responsables de l'ampleur des dégâts et du terrible bilan humain.

Sans aucun doute, les graves sécheresses à répétition que connaît la Californie depuis des années sont liées au réchauffement climatique. Ce phénomène résulte de l'émission de gaz à effet de serre par l'économie capitaliste. Une grande variété d'activités productives contribue à augmenter la concentration de ces gaz dans l'atmosphère: la production et la combustion d'énergies

(Suite en page 18)

Californie ...

(Suite de la page 17)

fossiles (pétrole, gaz, charbon), la combustion du bois, l'élevage du bétail et les cultures intensives, l'exploitation forestière. Même si les industriels américains du charbon et du pétrole et le président Trump qui est à leur service nient ce réchauffement, il n'y a guère de doute qu'il joue un rôle non négligeable. Cependant l'invocation rituelle du changement climatique sert à masquer que des causes plus prosaïques et directement liées à la soif du profit des capitalistes ont joué un rôle primordial dans la catastrophe.

La vétusté des installations électriques publiques semble être la cause directe du déclenchement des incendies. De nombreux témoignages établissent un lien entre les départs de feu et des pannes électriques constatées. De plus, les lignes électriques ont été mises en place sans laisser une distance de sécurité entre elles (en cas de chute d'un poteau), sans pistes pare-feu pour exploiter chaque m², et elles ne sont pas enterrées pour limiter les coûts.

A cette cause immédiate s'ajoute des causes plus profondes liées à l'anarchie de l'urbanisation de la société capitaliste. De nombreuses habitations et lotissements ont vu le jour dans des zones forestières: selon une étude scientifique officielle en vingt ans des millions de logement ont été construits aux Etats-Unis dans des zones à risque d'incendie; et dans celles-ci entre autres modifications de l'environnement, le pin Douglas, très inflammable, a remplacé les essences traditionnelles comme le pin ponderosa ou le séquoia géant. Ce sont les populations les plus pauvres qui ont dû s'installer, à cause de la spéculation immobilière dans la région de San Francisco et Sacramento, dans les régions les plus difficiles d'accès pour les secours.

Enfin, les dispositifs anti-incendie dans la région étaient dérisoires, l'alerte n'a pas été donnée et beaucoup d'habitants des quartiers pauvres n'ont jamais reçu d'ordre d'évacuation. Les voies d'évacuation n'ont pas été aménagées à cet effet, ce qui a créé d'énormes embouteillages qui ont empêché la fuite des habitants.

UN CRIME SOCIAL

Non seulement, le système capitaliste est le véritable coupable de ces incendies dévastateurs et meurtriers, mais il fait aussi payer le prix lourd aux prolétaires et aux autres travailleurs salariés.

Les quartiers pauvres sont les plus éloignés des secours et ils sont les plus difficiles à évacuer. Et, à la différence des banlieues riches, ils ne disposaient pas d'effectifs de pompiers privés pour

assurer leur protection.

Les quartiers ouvriers sont également ceux qui sont localisés près d'infrastructures industrielles dangereuses. C'est le cas par exemple de ceux à proximité du laboratoire de Santa Susana, un site contaminé par des déchets nucléaires, qui a en partie brûlé et a répandu des produits toxiques dans l'atmosphère.

Plus soucieux de leurs profits que de la vie des prolétaires, les capitalistes de l'agrobusiness ont contraint les ouvriers agricoles du comté de Ventura à poursuivre la cueillette des cultures.

La bourgeoisie montre aussi la valeur qu'elle accorde à la vie des prolétaires en utilisant des détenus - en grande partie des prolétaires - comme pompiers (1500 des 9000 pompiers). Ces détenus sont payés deux dollars par jour plus un dollar de l'heure lorsqu'ils sont sur le terrain pour lutter contre les incendies.

L'INCENDIE PROLÉTARIEN METTRA UN TERME AU RÈGNE FUNESTE DE LA BOURGEOISIE

Ce n'est pas en suppliant les capitalistes de «sauver le climat» que l'on pourra voir cesser les destructions provoquées par le capitalisme et son inexorable recherche du profit. Engels le soulignait déjà en 1876 dans son texte «Le rôle du travail dans la transformation du singe en homme»: *«Pourvu qu'individuellement le fabricant ou le négociant vende la marchandise produite ou achetée avec le petit profit d'usage, il*

est satisfait et ne se préoccupe pas de ce qu'il advient ensuite de la marchandise et de son acheteur. Il en va de même des effets naturels de ces actions. Les planteurs espagnols à Cuba qui incendièrent les forêts sur les pentes et trouvèrent dans la cendre assez d'engrais pour une génération d'arbres à café extrêmement rentables, que leur importait que, par la suite, les averses tropicales emportent la couche de terre superficielle désormais sans protection, ne laissant derrière elle que les rochers nus? Vis-à-vis de la nature comme de la société, on ne considère principalement, dans le mode de production actuel, que le résultat le plus proche, le plus tangible».

Il est impossible de résoudre les problèmes liés au climat ou de protéger les prolétaires et les masses paupérisées des catastrophes dites naturelles dans le cadre du capitalisme. Tant que durera le capitalisme, les famines, les épidémies causées par le manque d'accès aux infrastructures de base (évacuation des eaux usées, alimentation en eau potable...) continueront. Avec ou sans réchauffement climatique, des milliards de personnes resteront vulnérables face aux événements météorologiques extrêmes, comme les ouragans, les séismes, les inondations, les incendies...

La révolution communiste mondiale est la seule issue. C'est elle et seulement elle qui peut assurer la survie de l'Humanité.

Belgique Baromètre, paupérisme et lutte entre les classes

La Fédération Générale du Travail de Belgique (FGTB), syndicat affilié à la Confédération Syndicale Internationale, vient de publier son baromètre socio-économique. C'est une série d'indicateurs économiques issus de sources officielles multiples (commission européenne, OCDE, Institut syndical européen, ...). On constate que le pouvoir d'achat réel des habitants est en berne. Les salaires ne suivent plus l'augmentation du coût de la vie. Les travailleurs ont perdu près de 2% de pouvoir d'achat sur les années 2016 et 2017.

Le chômage réel augmente. Ainsi, en plus des 365.000 chômeurs répertoriés, il faut ajouter 42.000 jeunes ayant terminé leurs études (sans allocations de chômage) et plus d'une centaine de milliers de prolétaires inscrits sur base volontaire ou obligatoire.

Le chômage est un phénomène social inévitable en régime capitaliste. Il

s'aggrave brutalement avec les crises du capitalisme, prenant un caractère de masse et chronique, mais en fait il est la conséquence permanente de l'action des lois économiques objectives qui régissent l'existence de cette formation économique et sociale où une partie des travailleurs demeurent sans boulot, formant une population relativement excédentaire. Marx l'appelait «l'armée industrielle de réserve»: *«Plus grande est la richesse sociale, c'est-à-dire le capital en fonction, la grandeur et l'énergie de son accroissement, donc, aussi, la masse absolue du prolétariat et la force productive de son travail, et plus s'accroît l'armée industrielle de réserve. (...)Mais plus cette armée de réserve grossit comparativement à l'armée active du travail, plus grossit aussi la surpopulation consolidée, dont la misère est en raison inverse du tourment de son travail (...)plus s'accroît aussi*

Belgique ...

le paupérisme officiel [c'est-à-dire reconnu par les autorités] (...). *Voilà la loi générale, absolue, de l'accumulation capitaliste*» (1).

L'armée des chômeurs est utilisée par les capitalistes, premièrement lors de l'extension de la production en période d'essor économique, deuxièmement, en tant que moyen d'intensifier l'exploitation de la partie occupée du prolétariat. Le chômage affecte tout particulièrement les ouvriers non qualifiés et peu qualifiés, les jeunes et les femmes, ainsi que les couches de la population victimes de discrimination raciale.

Des centaines de milliers de personnes n'ont pas droit aux allocations de chômage. Elles sont obligées de quémander un revenu « d'intégration » auprès des services sociaux.

En 2015, 22% des ménages wallons, 13% des ménages bruxellois et près de 11% des ménages flamands n'arrivaient pas à satisfaire leurs besoins en chauffage.

La pension moyenne des femmes tourne autour de 880 euros et se situe sous le seuil de pauvreté. Celle des hommes s'élève à 1.182 euros et dépasse légèrement le seuil officiel de pauvreté européen.

L'HEURE DU DIALOGUE SOCIAL OU CELLE DE LA LUTTE DE CLASSE ?

Fort de ce bilan, Le syndicat appelle, non à combattre le capitalisme, mais à améliorer et élargir l'accès à une sécurité sociale de qualité, une réduction du temps de travail avec maintien du salaire, un salaire minimum de 14€ de l'heure, une pension de 1.500 euros, le retour de l'âge légal à la pension à 65 ans, ...

La FGTB va jusqu'à murmurer que des actions ponctuelles «*en fonction de l'évolution du dialogue social*» (2) seront éventuellement prévues...

La politique du gouvernement NVA / MR généralise et aggrave les attaques contre le prolétariat. Il est fermement décidé à réaliser les desiderata patronaux et ne fait que porter à un degré plus élevé la politique suivie par la coalition précédente (avec la participation du PS) qui avait déjà multiplié les largesses aux actionnaires.

Mais ce sont au fond tous les gouvernements bourgeois, qu'ils soient de droite ou de gauche, qui font la politique réclamée par le mode de production capitaliste. Le capitalisme a besoin d'augmenter ses profits pour faire face à ses concurrents en Europe et sur le marché mondial. Une seule possibilité

pour cela: accroître l'exploitation des travailleurs, diminuer les dépenses sociales (le salaire indirect). C'est pourquoi les capitalistes et les gouvernements à leur service mènent une lutte de classe, ouverte ou feutrée, mais permanente, contre les travailleurs.

Ceux-ci ne peuvent donc rien attendre d'un «dialogue social» entre les appareils syndicaux, les capitalistes et l'Etat bourgeois: s'opposer à la détérioration constante de leur situation n'est pas possible en dialoguant gentiment avec leurs exploiters, mais seulement en **luttant** contre eux. Prolétaires et capitalistes, travailleurs et patrons, ne sont pas des «partenaires», ce sont des **adversaires de classe**.

La méthode de la «concertation» préconisée par les syndicats, c'est-à-dire la collaboration de classe, n'aboutit qu'à la défaite des travailleurs en les empêchant de recourir à leur arme: la

lutte de classe qui est la seule possibilité de faire reculer les capitalistes et leur Etat.

La mobilisation ne doit donc pas se limiter à des manifestations-procèsions sans lendemains qui dispersent en vain la combativité ouvrière; elle doit déboucher sur une lutte réelle renouant avec les méthodes et les moyens de la lutte de classe, dans une perspective clairement anticapitaliste.

Il est possible de résister et de vaincre, mais à condition de rompre avec les méthodes défaitistes de la concertation avec les patrons préconisées par les appareils syndicaux: il est urgent de revenir à la lutte classe contre classe!

2/11/2018

(1) cf «*Le Capital*», Livre I, section VII, chapitre 25

(2) cf *L'Echo* du 27/10/18

Ford Blanquefort Quand Le Maire félicite Poutou...

Le 13 décembre dernier, Bruno Le Maire, le ministre de l'Economie a publiquement «rendu hommage» à Philippe Poutou, le candidat du NPA aux dernières Présidentielles, à propos de l'usine Ford de Blanquefort (dans la banlieue de Bordeaux): «*Les salariés, les syndicats, monsieur Philippe Poutou, ont été à la hauteur de leurs responsabilités, là où Ford ne l'a pas été*», a-t-il déclaré lors des «questions d'actualité» au Sénat où il s'exprimait sur le refus de la société américaine de donner son accord au plan de reprise de l'entreprise par Punch Powerglide, une société belge.

Il est pour le moins inattendu de voir un ministre de Macron, qui plus est issu de la droite sarkozyste, féliciter un «révolutionnaire». Comment cela s'explique-t-il?

Ford a décidé de fermer son usine qui emploie actuellement environ 850 salariés, parce que le marché des boîtes de vitesse automatiques qui y sont fabriquées n'est pas porteur; et que d'autre part, en difficulté comme son concurrent General Motors qui a vendu en particulier son usine de boîtes de vitesses strasbourgeoise à cette même société belge (1), l'entreprise américaine qui est en train de réorganiser ses usines américaines et asiatiques aurait prévu de réduire ses activités sur le marché européen; selon certains analystes des milliers emplois seraient menacés en

Europe (bien qu'en 2017, Ford avait annoncé que ses divisions européennes seraient épargnées par la purge); outre l'usine de Blanquefort, la fermeture de l'établissement de Brentwood (Grande-Bretagne) employant 1700 personnes a été annoncée par la direction.

* * *

L'usine de Blanquefort, qui a compté jusqu'à plus de 3500 salariés, avait déjà connu une grave crise en 2007; la direction avait alors annoncé la fin de la fabrication de boîtes de vitesse et en conséquence la fermeture était probable en 2010: les 1600 emplois de l'établissement étaient menacés.

Alors qu'ils étaient réputés ne jamais faire grève, les travailleurs réagirent; une longue lutte s'engagea au cours de laquelle l'usine fut bloquée par les piquets de grève pendant une semaine, des cadres de la direction furent séquestrés, etc. Un accord fut finalement trouvé entre l'intersyndicale et la direction en mars 2008 pour mettre fin au conflit.

Mais en raison de la chute du marché de l'automobile aux Etats-Unis à cause de la crise économique Ford mit l'établissement à l'arrêt pendant 6 semaines à la fin de la même année.

A la suite de plusieurs mois de tractations avec divers repreneurs poten-

(Suite en page 20)

Ford Blanquefort Quand Le Maire félicite Poutou...

(Suite de la page 19)

tiels, l'usine fut vendue en février 2009 à un groupe allemand; il devait y fabriquer, outre les boîtes de vitesse pour Ford, des pièces d'éoliennes. Mais ce projet se révéla être finalement du vent et, en 2010, Ford, avec des subventions de l'Etat et de la région, reprit l'usine en promettant d'y investir pour de nouveaux projets industriels qui allaient – évidemment! – y développer l'emploi.

Ces investissements tardant à se concrétiser, après des années de chômage technique à répétition, un accord entre la direction, l'Etat, les collectivités locales et les syndicats fut signé en 2013. Il prétendait «*pérenniser 1000 emplois*» (sur les 1200 existant alors) pour 5 ans sur le site; des subventions seraient accordées à Ford par les autorités. Poutou, délégué et secrétaire de la section CGT de l'usine, s'estimait alors «*satisfait*» de cet accord (2), bien que 200 travailleurs restaient sur le carreau.

Cependant dès 2014 les périodes de chômage technique recommencèrent (au mois de juin seul le quart de l'effectif était employé) et la direction annonça que les conditions n'étaient plus réunies pour le maintien des mille emplois....

En juillet 2017 Ford affirmait aux syndicats, lors de la réunion du «comité de suivi» à la Préfecture de Bordeaux, avec des représentants des élus, que l'entreprise girondine pourrait se voir confier la fabrication d'une nouvelle boîte de vitesses, ce qui permettrait de maintenir 600 emplois (sur les 900 existants) – sachant que l'établissement était aussi en concurrence avec d'autres de Ford en Europe pour la fabrication d'un autre modèle.

Mais en 2018 la menace ne cessait de se faire plus précise sur le sort de l'entreprise et les emplois des travailleurs. Les syndicats menaient la mobilisation des travailleurs, toujours sur la même ligne collaborationniste suivie auparavant. Le 17 mars Poutou expliquait ainsi cette collaboration avec le gouvernement et les bourgeois locaux: «*Ça fait bizarre comme ça, mais en tout cas, aujourd'hui, le positionnement du gouvernement, avec le ministre Le Maire, et puis le positionnement de Juppé et du préfet, pour parler d'ici et nos positionnements se rejoignent. Donc on a visiblement un intérêt commun*» (3). Son bredouillis révélait peut-être la gêne de notre trotskyste...

Quoi qu'il en soit, un reprenneur s'était manifesté: l'entreprise belge

Punch. Des négociations s'engagèrent avec les syndicats et les pouvoirs publics sur sa proposition de reprise. Mais les exigences de Punch étaient telles que la CFTC, guère connue pour sa combativité, quitta en novembre la table de négociation et l'intersyndicale: Punch ne s'engageait à reprendre que 3 à 400 personnes, exigeait des baisses de salaire, la flexibilisation des horaires, etc., bref elle exigeait que les travailleurs acceptent de sacrifier leurs intérêts pour assurer les siens en jouant cyniquement sur la précarité de leur situation. C'était déjà ainsi qu'elle avait agi à Strasbourg en exigeant une baisse de 10% des salaires et des pertes d'emploi (alors que les ouvriers avaient déjà dû accepter des sacrifices pour satisfaire General Motors), sans parler d'autres usines qu'elle a reprise avant de les liquider après avoir touché des subventions comme à Montataire (Oise).

Les discussions continuèrent donc à Bordeaux comme à Paris entre la CGT FO et la CFE-CGC (cadres), Punch, les autorités locales et les services du ministère et finalement les travailleurs acceptèrent les conditions de Punch. C'est après l'avoir vu à l'oeuvre dans ces négociations que Le Maire a félicité Poutou parce qu'il avait «*pesé pour que son syndicat accepte l'offre de Punch*» (4) – et surtout pour que les salariés l'acceptent!

La suite est connue: Ford a refusé la proposition de Punch, préférant fermer l'usine. L'orientation collaborationniste, l'acceptation des sacrifices par les travailleurs n'a abouti à rien. Certes il n'y a aucune garantie qu'une orientation de lutte de classe ait pu déboucher sur une victoire dans les conditions difficiles où se trouvaient les travailleurs face à une multinationale. Mais orienter la mobilisation sur la défense de l'entreprise plutôt que sur la défense des prolétaires, permet sans doute l'unité avec les bourgeois, mais cela signifie le sacrifice des intérêts ouvriers, tout en étant le meilleur moyen pour éviter que la lutte prenne une orientation anti-capitaliste.

A Ford Blanquefort les militants trotskystes du NPA n'ont pas agi autrement que les bonzes collaborationnistes traditionnels des appareils syndicaux: cela méritait bien la reconnaissance du ministre!

(1) General Motors a surtout vendu

ses filiales automobiles anglaise et allemande à Peugeot.

(2) cf *Sud Ouest*, 24/5/2013

(3) Lors d'une manifestation en novembre Poutou déclarait encore: «*c'est en étant tous unis avec les salariés et avec tous les élus qu'on pourra gagner ce bras de fer. Il y aura d'autres actions et si on peut le faire avec monsieur Juppé ou madame la maire de Blanquefort, on le fera*». cf *rue89bordeaux.com*, 25/11/2018.

Mais la voie la plus sûre pour la victoire, c'est l'unité des prolétaires entre eux, et non l'unité avec les bourgeois qui signifie très concrètement diviser les prolétaires entre ceux qui seront licenciés et ceux qui sauveront leur poste...

(4) cf *Le Monde Eco*, 15/12/2018

Points de contact:

Aix, Paris: pour avoir la date et le lieu des prochaines réunions, écrire au journal.

CORRESPONDANCE :

Pour la France : Programme, B.P. 57428, 69347 Lyon Cedex 07
Pour la Suisse : L'adresse sera prochainement modifiée. Pour contact, écrire à l'adresse de Lyon.
Pour l'Italie : Il Comunista, C. P. 10835, 20110 Milano
Pour l'Espagne : Apdo. Correos 27023, 28080 Madrid

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Cinquième liste 2018

Aix: 20,00 / Claude: 7,50 / Paris: 600,00

Total liste: 627,50

Total général: 5976,90

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. ISSN 0033-0981.

Versements: timbres-poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. **Abonnement au «prolétaire»:** 7,5 € / 30 FS / £ 10. **Abonnement de soutien:** 15 € / 60 FS / £ 20. **«programme communiste»** (Revue théorique), le numéro: 4 € / 10 FS / £ 3 / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 32 € / 80 FS / £ 25 / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. **«il comunista»**, le numéro: 1,5 € / 5 FS / £ 1,5. **Abonnement:** 13,5 € / 35 FS / £ 13,5. **Abonnement de soutien:** 27 € / 70 FS / £ 27. **«el programa comunista»**, le numéro: 3 € / 8 FS / £ 2 / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3. **Prix de soutien**, le numéro: 6 € / 16 FS / £ 4 / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6. **Imprimé par nos soins.**